GAZZETTA UFFICIALE

DEL REGNO D'ITALIA

ANNO 1879 **ROMA** — MERCOLEDI' 27 AGOSTO **NUM. 200**

ASSOCIAZIONI.

		Trim.	Sem.	Anno
Compresi i Rendiconti Ufficiali del Parlamento	ROMA . . . . L.	11	21	40
	Per tutto il Regno . . „	13	25	48
Giornale senza Rendiconti . . .	ROMA . . . . „	9	17	32
	Per tutto il Regno . . „	10	19	36

Estero aumento spese postali. — Un numero separato, in Roma, cent. 15; per tutto il Regno cent. 20. — Un numero arretrato costa il doppio. — Le associazioni decorrono dal 1° del mese.

INSERZIONI.

Annunzi giudiziari cent. 25; ogni altro avviso cent. 30, per ogni linea di colonna o spazio di linea.

AVVERTENZE. — Le Associazioni e le Inserzioni si ricevono alla Tipografia EREDI BOTTA: in Roma, via della Missione, n° 3-A; in Torino, via delle Orfane, n° 7. — Nelle provincie del Regno ed all'Estero agli Uffizi Postali.

DIREZIONE: ROMA, Ministero dell'Interno.

PARTE UFFICIALE

Con R. decreto in data 19 agosto 1879 il comm. Del Santo Andrea, contrammiraglio nello stato maggior generale della R. Marina, fu nominato Segretario Generale del Ministero della Marina a datare dallo stesso giorno.

LEGGI E DECRETI

Il N. **5015** (*Serie 2ª*) *della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:*

UMBERTO I

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Vista la legge del 20 luglio 1879, n. 5006, che approva il trattato di Berna del 12 marzo 1878 per la costruzione della ferrovia attraverso il San Gottardo;

Sulla proposta del Nostro Presidente del Consiglio, Ministro per gli Affari Esteri,

Abbiamo decretato e decretiamo:

Articolo unico. Piena ed intera esecuzione sarà data alla Convenzione fra l'Italia e la Svizzera, firmata a Berna il 16 giugno 1879, relativa alla costruzione di un tronco di ferrovia destinato a congiungere, attraverso il Monte Ceneri, la linea Bellinzona-Pino con la linea Lugano-Chiasso, e le cui ratifiche furono scambiate a Roma il 7 luglio dello stesso anno.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 20 luglio 1879.

UMBERTO.

B. CAIROLI.

Visto — *Il Guardasigilli*
VARÈ.

Convention.

Sa Majesté le Roi d'Italie et le Conseil fédéral de la Confédération suisse, désirant l'achèvement simultané du chemin de fer Immensee-Pino par le St-Gothard et de la ligne Bellinzone-Chiasso par le Monte Ceneri, ligne dont la construction était ajournée par le traité du 12 mars 1878, ont nommé pour leur Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi d'Italie,

Monsieur le commandeur Antonio Allievi, député au Parlement;

Monsieur le commandeur Mathias Massa, directeur de l'exploitation des chemins de fer de la Haute Italie, et

le Conseil fédéral suisse,

Monsieur Emile Welti, membre du Conseil fédéral,
Monsieur Simon Bavier, membre du Conseil fédéral,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1er. L'Italie et la Suisse s'unissent pour assurer, au moyen d'un subside spécial, la jonction, par le Monte Ceneri, entre la ligne Bellinzone-Pino et celle de Lugano-Chiasso, dans le délai prévu par l'article 3 du traité du 12 mars 1878 pour l'achèvement de la ligne Immensee-Pino.

Art. 2. La ligne du Monte Ceneri à costruire dans ce but partira d'un point encore à déterminer de la ligne Bellinzone-Giubiasco pour rejoindre la gare de Lugano, par le Monte Ceneri, avec une rampe qui, sur le versant nord, ne dépassera pas le 26 ‰, et sur le versant sud le 21 ‰; le rayon *minimum* des courbes ne devra pas être inférieur à 280 mètres.

Le Conseil fédéral n'autorisera la Compagnie à appliquer ces rayons *minimum* (280 mètres) que dans le cas où l'on réaliserait par ce moyen d'importantes économies.

Art. 3. Le Conseil fédéral prend l'engagement général de faire exécuter, dans la construction de la ligne du Monte Ceneri, toutes les prescriptions des traités du 15 ottobre 1869 et du 12 mars 1878 relatives à la construction des lignes du Gothard.

En outre, les plans de construction et les devis seront soumis à l'approbation du Conseil fédéral, auquel, toutes les fois qu'il le jugera nécessaire et au moins tous les trois mois, la Société aura à présenter des justifications sur l'application de ses ressources comparées au devis.

Le Conseil fédéral s'engage à présenter à l'Italie des rapports périodiques sur la marche et l'état des travaux, de même que sur le résultat de l'exploitation. Ces rapports seront mensuels et trimestriels quant à la marche des travaux, trimestriels et annuels pour le service de l'exploitation.

Art. 4. Le subside total à fournir par les Etats contractants à la Compagnie du Gothard est fixé à la somme de six millions, qui sera payée par l'Italie et la Suisse à parties égales.

Art. 5. Le Conseil fédéral demandera à la Compagnie une justification financière, qu'elle devra présenter dans un délai de 3 mois, et que les Etats contractants se réservent d'examiner et d'approuver.

Cette justification devra démontrer que, y compris le subside de 6 millions, la Compagnie dispose des ressources nécessaires pour construire, conformément aux plans et devis approuvés par le Conseil fédéral (Art. 3), la ligne qui fait l'objet de la présente convention.

Le Conseil fédéral pourvoira à ce que la justification à présenter aux deux Etats soit accompagnée de tous les documents à l'appui (plans, profils et devis) exigés par les lois et réglements de la Confédération.

Art. 6. Relativement aux taxes applicables sur la ligne du Monte Ceneri pour le service direct entre l'Italie et la Suisse, et pour le transit entre l'Allemagne et l'Italie, et viceversa, le Conseil fédéral réclamera l'engagement de la Compagnie:

a) A renoncer, dès l'ouverture de la ligne, aux surtaxes concernant les marchandises en petite vitesse, surtaxes autorisées par l'article 8 du traité international du 15 octobre 1869;

b) À abolir la surtaxe pour les voyageurs, autorisée par ladite convention, aussitôt que le produit brut total de la ligne du Monte Ceneri aura dépassé, pendant deux ans consécutifs, le chiffre de vingt mille francs par an et par kilomètre.

Cette abolition pourra s'opérer graduellement, si cela était nécessaire pour que le produit kilométrique annuel ne redescende jamais au-dessous de vingt-mille francs.

Art. 7. La subvention spéciale accordée par le présent traité et l'approbation de la justification financière de la part des Etats n'infirment point l'obligation imposée à la Compagnie par l'art. 3 du traité du 12 mars 1878, concernant l'achèvement de la ligne du Monte Ceneri et l'emploi des ressources qui pourraient devenir disponibles en sus de celles destinées à la ligne principale.

Art. 8. Si dans le délai de deux mois une augmentation des ressources financières était assurée par les parties intéressées, il est convenu que ces ressources seront appliquées à améliorer autant que possible le tracé au point de vue des pentes et des courbes.

Art. 9. A la fin de chaque exercice, le Conseil fédéral fixera le chiffre de l'annuité à payer sur la subvention, d'après le montant des dépenses effectuées, e il déterminera la quote-part de chacun des deux Etats.

Le paiement des annuités s'effectuera en espèces entre les mains du Conseil fédéral, qui les fera parvenir à la Société du Gothard.

Le total de la subvention ne pourra en aucun cas dépasser le chiffre de six millions.

Art. 10. L'inspection et la vérification des travaux de la ligne du Monte Ceneri se feront d'après les règles générales prescrites par les traités du 15 octobre 1869 et du 12 mars 1878.

Art. 11. Dans la fixation du montant du cautionnement que le Conseil fédéral devra exiger de la Compagnie, à teneur de l'art. 11 du traité du 12 mars 1878, il sera tenu compte du subside accordé en vertu de cette convention.

Les deux Etats feront sans retard les démarches nécessaires pour l'exécution des dispositions de la présente convention.

Art. 12. La présente convention sera ratifiée, et les ratifications seront échangées à Rome aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé et scellé du sceau de leurs armes la présente convention.

Fait à Berne, en double expédition, le seize juin mil-huit-cent-septante-neuf (16 giugno 1879).

[*L. S.*] Antonio Allievi. [*L. S.*] Welti.
[*L. S.*] Mattia Massa. [*L. S.*] Bavier.

Il Num. **5021** *(Serie 2ª) della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:*

UMBERTO I

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Visto l'articolo 5 del regolamento approvato con Regio decreto del 5 novembre 1876, n. 3489 (Serie 2ª);

Sulla proposta del Ministro della Pubblica Istruzione, di concerto col Ministro dei Lavori Pubblici,

Abbiamo decretato e decretiamo:

Articolo unico. Nell'elenco delle autorità ed uffici ammessi a corrispondere in esenzione delle tasse postali, annesso al regolamento approvato con R. decreto del 5 novembre 1876, alla parte che riguarda il Ministero della Pubblica Istruzione, deve farsi la seguente aggiunta:

UFFICI MITTENTI	UFFICI coi quali possono corrispondere	MODO di spedizione del carteggio
Direttori delle scuole magistrali rurali governative	Ministero di Pubblica Istruzione	L. C.— P. C.
	Prefetture e Sottoprefetture, provveditori agli studi e sindaci della rispettiva provincia	

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 20 luglio 1879.

UMBERTO.

F. Perez.
A. Baccarini.

Visto — *Il Guardasigilli*
Varè.

Il N. **5022** *(Serie 2ª) della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:*

UMBERTO I

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Visto l'articolo 5 del regolamento approvato con Regio decreto del 5 novembre 1876, n. 3489 (Serie 2ª);

Sulla proposta del Ministro d'Agricoltura, Industria e Commercio, di concerto col Ministro dei Lavori Pubblici e con quello della Pubblica Istruzione,

Abbiamo decretato e decretiamo:

Articolo unico. Nell'elenco delle autorità ed uffici ammessi a corrispondere in esenzione delle tasse postali, annesso al regolamento approvato con Regio decreto del 5 novembre 1876, alla parte che riguarda il Ministero di Agricoltura, Industria e Commercio, deve farsi la seguente aggiunta:

UFFICI MITTENTI	UFFICI coi quali possono corrispondere	MODO di spedizione del carteggio
Direttore dell'ufficio centrale di meteorologia	Amministrazioni centrali . . Prefetture e Sottoprefetture Osservatori astronomici, stazioni meteorologiche e pluviometriche . . . . Sindaci dei comuni	L. C. — P. C.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 20 luglio 1879.

UMBERTO.

B. CAIROLI.
F. PEREZ.
A. BACCARINI.

Visto — *Il Guardasigilli*
VARÈ.

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

Le rendite sottodesignate essendo state alienate per provvedimento dell'autorità competente, giusta il disposto dall'articolo 33 della legge 10 luglio 1861, senza che i corrispondenti certificati abbiano potuto essere ritirati dalla circolazione,

Si notifica a termini dell'articolo 158 del regolamento approvato con Regio decreto 8 ottobre 1870, num. 5942, che le iscrizioni furono annullate e che i relativi certificati sono divenuti di niun valore.

CATEGORIA del DEBITO	NUMERO delle ISCRIZIONI	INTESTAZIONE	RENDITA	DIREZIONE che ha iscritta la rendita
Consolidato 5 p. 0/0	557843	Ronca Gennaro fu Raffaele, domiciliato in Napoli . . . . *Lire*	100 »	Firenze
»	8424	Assanti Gironda Eugenio fu Giuseppe, domiciliato in Brindisi . »	750 »	»
»	8303 / 124903	Brusati dott. Giovanni fu Luigi . . . . »	285 »	Milano
»	8304 / 124904	Brusati ingegnere Antonio fu Luigi . . . . »	285 »	»
»	8305 / 124905	Porta Carlo fu Natale . . . . »	75 »	»
»	14604 / 197544	Leone Giovanni fu Giuseppe, domiciliato in Nicastro . . . »	125 »	Napoli
»	3190 / 46610 Assegno provv.	Detto . . . . »	2 50	»
»	153601 / 336541	Ronca Gennaro fu Raffaele, domiciliato in Airola . . . . . »	75 »	»
»	29168 / 375678	Mangiapane Francesco fu Girolamo, domiciliato in Furnari . »	5 »	Palermo
»	21055 / 416355	Orsini cav. ed avv. Tito fu Giovanni, domiciliato in Genova . »	10 »	Torino
»	106619 / 501919	Detto . . . . »	5 »	»
»	27042 / 422342	Marini Benedetto fu Teodoro, domiciliato in Camerino . . . »	50 »	»
»	92549 / 487849	Marini Benedetto fu Teodoro, domiciliato in Ascoli Piceno . . »	175 »	»

Firenze, 31 luglio 1879.

Il Direttore Generale
NOVELLI.

Il Direttore Capo della 1ª Divisione
Segretario della Direzione Generale
FERRERO.

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

RETTIFICA D'INTESTAZIONE (1ª *pubblicazione*).

Si è dichiarato che la rendita seguente del consolidato 5 per cento, cioè: n. 18104 d'iscrizione sui registri della Direzione Generale, per lire 180, al nome di *Caragioia* Andrea *del vivente* Giuseppe, domiciliato in Milano, minore, sotto la legittima amministrazione di detto suo padre, è stata così intestata per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito Pubblico, mentrechè doveva invece intestarsi a *Garagioli* Andrea *fu* Giuseppe, ecc., vero proprietario della rendita stessa.

A termini dell'art. 72 del regolamento sul Debito Pubblico si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non siano state notificate opposizioni a questa Direzione Generale, si procederà alla rettifica di detta iscrizione nel modo richiesto.

Firenze, li 25 agosto 1879.

Per il Direttore Generale: FERRERO.

DIREZIONE GENERALE

SPECCHIO dei prodotti telegrafici

Risultamenti della contabilità colle altre Amministrazioni					Incassi	
AMMINISTRAZIONI	CREDITO	DEBITO	Differenze che dalle liquidazioni trimestrali risultano: da riscuotere	Differenze che dalle liquidazioni trimestrali risultano: da pagare	COMPARTIMENTI TELEGRAFICI	Per telegrammi spediti nell'interno dello Stato
1	2	3	4	5	6	7
Austro-Ungarica	111,663 75	99,349 87	12,313 88	»	Bari	101,165 20
Francese	313,420 29	364,524 93	»	51,104 64	Bologna	127,444 90
Ottomana	135,210 »	108,072 25	27,137 75	»	Cagliari	36,564 05
Svizzera	80,804 62	46,662 75	34,141 87	»	Firenze	136,079 55
Società Mediterranean-Extension	20,480 »	82,237 »	»	61,757 »	Napoli	144,281 35
Id. Eastern Telegraph	58,829 25	46,792 »	12,037 25	»	Palermo	154,296 75
Id. Ferrovie Alta Italia	20,908 88	»	20,908 88	»	Reggio (Calabria)	78,615 70
Id. Id. Torino-Ciriè	464 62	»	464 62	»	Torino	320,510 05
Id. Id. Meridionali	1,996 95	»	1,996 95	»	Venezia	158,904 50
Id. Id. Romane	11,630 24	»	11,630 24	»	Roma (Deleg. speciale)	108,802 05
Id. Id. Calabro-Sicule	583 43	»	583 43	»	Diversi (Uffici Ferrov.)	»
Id. Miniere Monteponi	137 40	»	137 40	»		
Id. Ferrovie Reali Sarde	838 95	»	838 95	»		
Id. Id. Settimo-Rivarolo	211 21	»	211 21	»		
Id. Id. Veneta	648 75	»	648 75	»		
Somme del 2° trimestre . . L.	757,828 34	747,638 80	123,051 18	112,861 64		1,366,664 10
Somme del 1° trimestre . . »	733,569 53	742,121 19	116,263 92	124,815 58		1,199,186 35
Somme del 1° semestre . . L.	1,491,397 87	1,489,759 99	239,315 10	237,677 22		2,565,850 45

CONFRONTO FRA IL

2° trimestre 1879 . . . . L.	757,828 34	747,638 80	123,051 18	112,861 64		1,366,664 10
Id. 1878 . . . . »	688,745 78	668,039 23	113,831 32	93,124 77		1,227,359 61
Differenze nel 1879 . . »	+ 69,082 56	+ 79,599 57	+ 9,219 86	+ 19,736 87		+ 139,304 49
1° semestre 1879 . . . . »	1,491,397 87	1,489,759 99	239,315 10	237,677 22		2,565,850 45
Id. 1878 . . . . »	1,441,464 05	1,438,182 74	260,588 89	257,307 58		2,444,975 73
Differenze nel 1879 . . »	+ 49,933 82	+ 51,577 25	— 21,273 79	— 19,630 36		+ 120,874 72

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

Rettifica d'intestazione (3ª *pubblicazione*).

Si è dichiarato che la rendita seguente del consolidato 5 per cento, cioè: n. 663872 d'iscrizione sui registri della Direzione Generale, per lire 250 al nome di Cimpanelli Dionigi fu *Paolo*, domiciliato in Musocco (Milano), è stata così intestata per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito Pubblico, mentrechè doveva invece intestarsi a Cimpanelli Dionigi fu *Carlo*, domiciliato come sopra, vero proprietario della rendita stessa.

A termini dell'art. 72 del regolamento sul Debito Pubblico si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non siano state notificate opposizioni a questa Direzione Generale, si procederà alla rettifica di detta iscrizione nel modo richiesto.

Firenze, li 31 luglio 1879.

Per il Direttore Generale: Ferrero.

DEI TELEGRAFI.

del secondo trimestre 1879.

degli Uffici — Per telegrammi spediti all'estero — Tassa interna	Tassa estera	PROVENTI diversi	Totali delle precedenti 4 colonne	TASSE per telegrammi governativi a pagamento immediato o differito	VALORE dei telegrammi governativi spediti in franchigia	ANNOTAZIONI
8	9	10	11	12	13	14
6,386 32	8,232 68	2,515 71	118,299 91	13,345 10	9 50	L'entrata utile dell'Erario è data
7,979 08	8,950 67	1,338 16	145,712 81	15,702 25	15 »	dalle colonne 4ª e 11ª sottratta la 5ª,
2,276 50	3,490 50	1,227 78	43,558 83	4,600 »	1,393 80	e pel sem. ascende a L. 3,879,287 62
24,520 06	44,010 64	22,160 08	226,770 33	16,097 30	553 10	La corrispondente entrata del 1878 fu di L. 3,755,361 72
21,360 42	38,062 38	2,009 05	205,713 20	15,242 60	362 70	**Di più nel 1879** L. 123,925 90
11,144 34	22,802 86	197 83	188,441 78	63,543 85	16 30	
10,104 99	22,701 76	753 71	112,176 16	11,294 25	»	Riassumendo poi tutte le entrate
93,643 01	188,735 99	2,554 53	610,443 58	20,214 95	347 85	in conformità del bilancio come sono
21,787 24	34,379 46	2,146 09	217,217 29	34,904 20	104 20	date dalle colonne 4ª, 11ª e 12ª, si ha pel semestre . . L. 4,488,705 38
30,554 98	47,986 02	3,868 51	191,211 56	15,963 42	513,953 11	Le corrispondenti entrate del 1878 furono di » 4,357,225 66
»	»	»	»	1,580 75	»	**Di più nel 1879** L. 131,479 72
234,756 94	419,352 96	38,771 45	2,059,545 45	212,488 67	516,755 56	
210,140 41	390,773 44	18,004 09	1,818,104 29	159,251 87	475,913 31	
444,897 35	810,126 40	56,775 54	3,877,649 74	371,740 54	992,668 87	

1879 ed il 1878.

8	9	10	11	12	13
234,756 94	419,352 96	38,771 45	2,059,545 45	212,488 67	516,755 56
210,539 28	378,255 72	53,404 88	1,869,559 49	145,302 41	381,903 30
+ 24,217 66	+ 41,097 24	— 14,633 43	+ 189,985 96	+ 67,186 26	+ 134,852 26
444,897 35	810,126 40	56,775 54	3,877,649 74	371,740 54	992,668 87
432,763 74	779,869 02	94,471 92	3,752,080 41	344,556 36	761,701 08
+ 12,133 61	+ 30,257 38	— 37,696 38	+ 125,569 33	+ 27,184 18	+ 230,967 79

MOVIMENTO della corrispondenza telegrafica negli

COMPARTIMENTI	Numero degli Uffici	Numero dei telegrammi spediti									
		Privati				Governativi				Di servizio	TOTALE GENERALE
		All'interno		All'estero	TOTALE	A pagamento	A credito	In franchigia	TOTALE		
		ad Uffici governativi	ad Uffici sociali								
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Bari	180	86,937	497	2,590	90,024	3,656	1,284	4	4,944	2,500	97,468
Bologna . . .	176	108,084	2,617	3,575	114,276	3,970	2,196	3	6,169	2,777	123,222
Cagliari. . . .	33	29,544	400	954	30,898	1,919	476	755	3,150	947	34,995
Firenze. . . .	123	107,063	4,092	9,974	121,129	2,933	1,417	281	4,631	2,591	128,351
Napoli	193	120,360	2,405	8,792	131,557	4,712	1,729	89	6,530	4,190	142,277
Palermo . . .	185	129,482	902	4,428	134,812	6,574	16,878	31	23,483	3,015	161,310
Reggio (Calabria)	120	65,248	898	3,744	69,890	3,924	1,800	»	5,724	2,421	78,035
Roma	62	83,121	1,632	8,445	93,198	1,254	745	8,006	10,005	2,655	105,858
Torino	196	242,826	10,128	44,446	297,400	4,677	1,229	120	6,026	4,435	307,861
Venezia. . . .	193	131,777	3,629	14,180	149,586	3,944	6,805	31	10,780	2,744	163,110
TOTALE del 2° trimestre 1879 . .	1461	1,104,442	27,200	101,128	1,232,770	37,563	34,559	9,320	81,442	28,275	1,342,487
Id. 1° trim. 1879	1435	971,612	20,314	89,210	1,081,136	33,871	21,248	9,791	64,910	30,016	1,176,062
TOTALE del 1° semestre 1879 . . .	1461	2,076,054	47,514	190,338	2,313,906	71,434	55,807	19,111	146,352	58,291	2,518,549
Id. 1° sem. 1878	1347	1,957,632	43,973	174,039	2,175,644	69,832	42,336	18,806	130,974	48,709	2,355,327
DIFFERENZA nel 1879 in più	114	118,422	3,541	16,299	138,262	1,602	13,471	305	15,378	9,582	163,222
DIFFERENZA nel 1879 in meno	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

RETTIFICA D'INTESTAZIONE (3ª *pubblicazione*).

Si è dichiarato che le rendite seguenti del consolidato 5 per cento, cioè: n. 613978 d'iscrizione sui registri della Direzione Generale, per lire 130; n. 664837, Firenze, per lire 125, al nome di Foa Speranza, Ester, *Emma*, Samuele e Giacobbe, fu Donato, minori, sotto l'amministrazione della madre Terracini Bonina, domiciliati in Asti (Alessandria), vennero così intestate per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito Pubblico, mentrechè dovevano invece intestarsi a Foa Speranza, Ester, *Consolina*, Samuele e Giacobbe, fu Donato, minori, ecc., veri proprietari delle rendite stesse.

A termini dell'art. 72 del regolamento sul Debito Pubblico si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non siano state notificate opposizioni a questa Direzione Generale, si procederà alla rettifica di dette iscrizioni nel modo richiesto.

Firenze, li 30 luglio 1879.

Per il Direttore Generale: FORTUNATI.

RETTIFICA D'INTESTAZIONE (3ª *pubblicazione*).

Si è dichiarato che le rendite seguenti del consolidato 5 per cento, cioè: n. 646136 d'iscrizione sui registri della Direzione Generale, per lire 1360 al nome di Sorrentino Luigi, Salvatore e Filomena moglie di Carmine Buonocore, maggiori, e Gennaro, Michele, *Francesco* e Vincenza di Gaetano, minori, sotto l'amministrazione di detto loro padre, domiciliati in Napoli; n. 646137 d'iscrizione sui registri della Direzione Generale per lire 65 a favore come sopra, sono state così intestate per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito Pubblico, mentrechè dovevano invece intestarsi a Sorrentino Luigi, Salvatore e Filomena moglie di Carmine Buonocore, maggiori, e Gennaro, Michele, *Francesca* e Vincenza di Gaetano, minori, ecc., come sopra, veri proprietari delle rendite stesse.

A termini dell'art. 72 del regolamento sul Debito Pubblico, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non siano state notificate opposizioni a questa Direzione Generale, si procederà alla rettifica di dette iscrizioni nel modo richiesto.

Firenze, li 31 luglio 1879.

Per il Direttore Generale: FERRERO.

CORTE D'APPELLO DI PALERMO

Il primo presidente della Corte di appello di Palermo, con suo decreto del 21 corrente agosto, ha aperto lo esame per due posti di alunni da provvedersi nella cancelleria del Tribunale civile e correzionale di Termini Imerese.

Il termine utile per la presentazione delle domande correrà dal 1° al 20 settembre prossimo.

L'esame avrà luogo avanti il Tribunale suddetto nel giorno 1° ottobre successivo.

Il Primo Presidente: March. MAURIGI.

Uffici governativi nel secondo trimestre 1879.

Numero dei telegrammi ricevuti: provenienti dall'interno da Uffici governativi — 13	provenienti dall'interno da Uffici sociali — 14	provenienti dall'estero — 15	Totale — 16	Lavoro locale — (Somma delle colonne 12 e 16) — 17	Telegrammi transitati: dall'estero per l'estero — 18	Telegrammi transitati: da Società per l'estero e dall'estero o Società per Società — 19	Telegrammi ripetuti: Numero dei ricevimenti — 20	Telegrammi ripetuti: Numero delle trasmissioni — 21	Lavoro totale — (Somma delle colonne 17, 18, 19, 20 e 21) — 22
115,295	1,535	2,457	119,287	216,755	19,766	40	133,203	159,101	528,865
150,540	5,228	3,612	159,380	282,602	»	406	121,535	130,547	535,090
35,151	881	817	36,849	71,844	»	»	50,099	52,110	174,053
139,924	9,546	10,733	160,203	288,554	3,806	1,462	121,052	134,383	549,257
159,563	5,557	9,027	174,147	316,424	»	409	159,455	181,590	657,878
180,976	1,581	4,141	186,698	348,008	»	»	105,826	112,023	565,857
86,972	1,742	3,561	92,275	170,310	846	65	105,364	111,141	387,726
96,368	4,991	9,661	111,020	216,878	11,458	522	176,266	214,463	619,587
295,427	15,084	44,524	355,035	662,896	4,922	3,391	255,540	288,013	1,214,762
178,530	5,247	14,761	198,538	361,648	402	1,060	159,671	172,169	694,950
1,438,746	51,392	103,294	1,593,432	2,935,919	41,200	7,355	1,388,011	1,555,540	5,928,025
1,286,927	42,073	95,099	1,424,099	2,600,161	38,075	5,764	1,250,764	1,412,434	5,307,198
2,725,673	93,465	198,393	3,017,531	5,536,080	79,275	13,119	2,638,775	2,967,974	11,235,223
2,553,442	84,485	164,143	2,802,070	5,157,397	83,162	13,646	2,411,351	2,749,966	10,415,522
172,231	8,980	34,250	215,461	378,683	»	»	227,424	218,008	819,701
»	»	»	»	»	3,887	527	»	»	»

MINISTERO DELLA ISTRUZIONE PUBBLICA

Concorso *per esame al posto di professore straordinario alla cattedra di disegno, d'ornato e di architettura, vacante nella R. Università di Cagliari.*

Avviso.

Si rende noto ai concorrenti per esame alla cattedra di disegno, di ornato e di architettura, vacante nella R. Università di Cagliari, che si è stabilito il 30 settembre p. v. come termine utile alla presentazione della dissertazione stampata, prescritta dall'articolo 9, lettera *A*, del R. decreto 13 maggio 1875.

I concorrenti che presentassero a questo Ministero la dissertazione dopo trascorso quel termine rimarrebbero esclusi dal concorso.

Roma, 23 agosto 1879.

Per il Direttore Capo di Divisione
Costetti.

PARTE NON UFFICIALE

DIARIO ESTERO

I *Débats* ritengono che il movimento di riforme che si annunzia da alcuni giorni per mezzo di numerosi telegrammi da Costantinopoli debba principalmente attribuirsi alla benefica influenza di Savfet pascià.

Il foglio parigino esprime la speranza che le conferenze tra i commissari turchi e greci possano condurre a un qualche buon risultato. Poi registra con compiacenza la notizia del licenziamento di ottanta battaglioni di *redifs*, la qual misura, secondo i *Débats*, ha relazione più intima che non si creda colla questione del tracciamento delle nuove frontiere elleniche, e dimostra che il voto, se non il progetto, della Porta è di risolvere prontamente e pacificamente tutte le sue questioni estere. Oltre di che la economia derivante dal licenziamento dei *redifs* porrà il ministro della guerra in condizione di dare almeno un acconto agli impiegati del serraschierato.

Anche la Commissione che ha compilato lo statuto per la Romelia fa parlare di sè favorevolmente. Da Filippopoli si annunzia che tra breve essa riprenderà in esame talune questioni, fra le altre quella delle dogane, la quale interessa al più alto grado la sovranità del sultano e le finanze della Porta. Se la Commissione riuscirà a comporre felicemente questa questione, essa può essere sicura di averne da Costantinopoli i più sentiti ringraziamenti.

Quanto all'Asia minore si sa già che la sorveglianza amministrativa di quella provincia appartiene all'Inghilterra per conseguenza della convenzione del 4 giugno, e il signor Layard, secondo i *Débats*, riuscirà senza dubbio ad ottenere

le riforme che egli sollecita da così gran tempo. Egli, il signor Layard, non vorrà fare meno di quello che fa la Commissione europea della Romelia, nè privare lord Beaconsfield di un argomento considerevole per il suo prossimo discorso.

Viene ultima la imminente occupazione del territorio dei somanlis, posto all'entrata del Mar Rosso. Questa tribù che non era ancora stata amministrata dai turchi è oramai alla vigilia di far parte integrale dell'impero ottomano così politicamente, come geograficamente ed amministrativamente.

Secondo un telegramma che riceve la *Politische Correspondenz* da Costantinopoli, nella prima conferenza dei delegati della Turchia e della Grecia che ebbe luogo il 22 agosto, i plenipotenziari di quest'ultima potenza hanno dato lettura di una particolareggiata esposizione delle domande del loro governo che si basano sul trattato di Berlino. Nell'esposizione fu pur fatta domanda se le trattative avranno luogo sulle basi fissate dal Congresso di Berlino. Savfet pascià ha dichiarato che avrebbe risposto in proposito entro tre giorni.

L'ambasciata ottomana a Parigi ha comunicato ai giornali la nota seguente:

" Fu pubblicato recentemente un telegramma da Costantinopoli il quale annunziava che gli abitanti di Makrinitza, distretto di Volo, hanno indirizzato ai rappresentanti delle potenze a Costantinopoli una nota in cui si lagnavano perchè le autorità turche esigevano il pagamento delle imposte dell'anno scorso, che erano state condonate dal sultano, e perchè le autorità costringevano le popolazioni al trasporto di armi e munizioni e, da ultimo, perchè cento abitanti di Makrinitza erano stati arrestati. Gli abitanti, secondo il telegramma citato, invocavano l'intervento degli ambasciatori, sia per porre rimedio a questa situazione, sia per agevolare loro l'emigrazione.

" Tanto i fatti accennati, quanto l'indirizzo ai rappresentanti delle potenze estere non hanno ombra di fondamento. „

Il *Times*, in un suo articolo sulle faccende d'Egitto, consiglia all'Inghilterra di aver pazienza, e dice essere meglio rigenerar l'Egitto, assistendolo nella via del miglioramento, che sopprimendo violentemente l'amministrazione indigena a profitto di un'amministrazione europea, perchè è impossibile governare un popolo giusta principii che non è ancora atto a comprendere.

" È tempo, conclude il *Times*, che l'Egitto abbia un periodo di riposo, ed è evidente che non si può darglielo fino a tanto che le potenze occidentali continueranno a turbarlo con l'intervento di una politica indecisa e variabile. Prima di intervenire con probabilità di successo, noi dovremmo sapere chiaramente quello che vogliamo, e questo risultato non l'abbiamo ancora ottenuto e forse non l'otterremo.

" La gravità della situazione trovasi necessariamente aumentata dalla necessità di stabilire un accordo tra potenze le cui vedute debbono di sovente differire; e questa necessità è sorgente di difficoltà e di pericoli. L'intervento finora sperimentato è poco utile, se pure non fu piuttosto nocivo, e la sua origine è evidentemente troppo sospetta perchè la si consideri con rispetto.

" L'Egitto fu lasciato tranquillo fino al momento in cui sorsero imbarazzi a motivo dei suoi impegni verso i detentori di titoli egiziani. Il solo timore di un fallimento ha spinto le potenze occidentali a prendere misure d'intervento, che sono state presentate come ispirate dal desiderio di fondare un buon governo. Noi non sapremmo approvare l'abuso che fanno i governi esteri della loro influenza a vantaggio dei creditori particolari, e sarebbe buona cosa cogliere l'occasione per un nuovo punto di partenza, il cui principio dominante fosse di lasciar che l'Egitto si salvi da sè, coi suoi proprii mezzi. „

Lo stesso *Times*, deplorando il ritiro del conte Andrassy dal ministero degli esteri d'Austria-Ungheria, fa le seguenti osservazioni:

" L'Inghilterra ha motivi speciali per deplorare che il conte Andrassy si ritiri prima che compiuta sia l'opera sua. I rapporti fra l'Austria e la Turchia, cui il conte Andrassy dedicava una speciale attenzione, non sono ancora definitivamente sistemati. Gli affari interni della Bosnia ed Erzegovina non sono ancora regolati; l'amministrazione di quelle provincie è prettamente austriaca, e l'Inghilterra può felicitarsene nell'interesse della pace europea. La Turchia, collo sgoverno di quelle provincie, ha perduto il diritto di regnarvi. Le simpatie morali dell'Europa accompagneranno sempre quegli uomini di Stato dell'Austria che si decideranno a conservare l'eredità loro lasciata, ma il trattato dà alla Porta il diritto di chiedere la cessazione dell'occupazione, qualora ciò sia conciliabile colla pace europea.

" Tale questione deve essere risolta, e i fatti sono chiamati a decidere, non già la semplice logica delle parole. Sta nello interesse dell'Europa che la Russia e la Turchia non la rimettano sul tappeto quando meglio lor piaccia. L'Austria ha doveri da compiere in Oriente che si è assunti coll'approvazione dell'Europa. L'occupazione è un avvenimento da risolvere, al quale è chiamato il successore del conte Andrassy. „

Un telegramma da Stoccolma, 24 agosto, annunzia che alle due e mezzo del pomeriggio dello stesso giorno è giunto il granduca ereditario di Russia a bordo del regio piroscafo *Skoeldmoen* che gli mosse incontro coi dignitari superiori di Corte fino a Wayholm. Salutato da salve di cannone, il granduca si recò a bordo di una regia scialuppa a Skepsbro; ove fu ricevuto dai capi delle autorità e da una compagnia d'onore, mentre la banda musicale suonava l'inno dell'impero russo. Il re col seguito militare della sua Casa ricevette cordialmente il granduca allo scalone del castello ove il principe russo ha preso dimora.

Il discorso pronunziato dal presidente del Consiglio, ministro degli affari esteri di Francia, sig. Waddington, a Laon, ha avuto, secondo i *Débats*, il merito di venir attaccato con eguale vivacità da tutti i partiti estremi. I radicali non ne sono rimasti più contenti dei reazionari. Gli uni lo hanno trovato troppo timido, gli altri troppo ardimentoso, prova evidente che il discorso fu saggio e moderato.

" Si è notato generalmente che i veri conservatori avrebbero dovuto sapere maggior grado al presidente del Consiglio, per la franchezza colla quale egli ha parlato delle due questioni, dell'amnistia e dell'elezione di Blanqui. Senza dub-

bio, l'opinione del governo su queste due quistioni non era dubbia; ma era desiderabile che tale opinione venisse manifestata con una chiarezza da eliminare ogni equivoco. Gli agenti del partito radicale si adoperano in questo momento medesimo ad ingannare gli elettori di Bordeaux sull'effetto che potrebbe produrre una nuova votazione a favore del signor Blanqui. E pertanto il signor Waddington fece benissimo a dichiarare che, qualunque possa essere il risultato dello scrutinio, il governo non permetterebbe giammai che il problema dell'amnistia venisse intavolato di nuovo e che le risoluzioni già prese a questo proposito dai poteri pubblici vengano rimesse in discussione. „

Dopo aver risposto alla *République Française*, la quale ha accusato il signor Waddington di aver dato prova di timidezza e di acciecamento esprimendosi in tal modo, il *Journal des Débats* termina il suo articolo dicendo che: “ il signor Waddington, parlando come parlò, rimase fedele alle tradizioni di questi ultimi anni, ed a quell'accordo di tutti i gruppi repubblicani che, dopo tutto, è la sola ragione di essere del ministero attuale.

“ Nello stesso momento in cui il signor Waddington teneva a Laon un linguaggio veramente politico, il signor Bardoux rammentava a Clermont che il signor Thiers ha voluto fare della repubblica un pegno di unione, di pace, di moderazione, di libertà. Tutti si inchinano alla memoria del signor Thiers, ma se ne dimenticano i consigli. Tali consigli sono appunto conformi al linguaggio che il signor Waddington ha usato, linguaggio cortese nella forma e saggio nella sostanza. „

Una corrispondenza da Pietermaritzburg, Africa meridionale, allo *Standard* annunzia che le forze britanniche sono entrate nel Transwaal. Le autorità militari hanno giudicato assolutamente necessario di ridurre agli estremi Secoconi, che sfida in una volta gl'inglesi ed i boers. L'impresa sarà ardua a motivo della posizione che Secoconi occupa, posizione fortissima, e perchè la tribù ne è eminentemente guerriera. È noto che la tribù medesima ha precedentemente disfatto i boers, i quali sarebbero rimasti compiutamente sterminati se non era il soccorso dei loro alleati gli swazies.

Sembra poi che il governo coloniale non sia senza apprensioni sul contegno dei boers in questo conflitto nascente. Si teme che essi facciano causa comune col loro antico avversario affine di riconquistare la loro indipendenza contro l'Inghilterra.

D'altro canto, inaspettate turbolenze sono scoppiate a Pondo Land. I Pondos formano una tribù sotto la protezione del governo coloniale del Capo, la quale visse a lungo in buoni termini cogli inglesi. Un decreto relativo al loro disarmo e l'annessione arbitraria seguìta l'anno passato d'una parte del loro territorio, hanno suscitato un gran malcontento ed una parte della tribù, sotto il comando di Diko, ha attaccato la popolazione di Xesibes, tributaria degli inglesi e bruciati i di lei kraals.

Gli inglesi pensano di marciare contro i Pondos; ma prima di entrare in campo vogliono assicurarsi se l'aggressione di Diko fu approvata dal capo della tribù. La guerra contro questo popolo presenterebbe grandi difficoltà e non potrebbe venir cominciata se non dopo che gli inglesi disponessero delle forze necessarie per la nuova campagna.

D'altronde le corrispondenze dal Capo confermano che la guerra contro gli zulus non è altrimenti terminata e che il generale Wolseley si è troppo affrettato ad annunziare il rinvio delle truppe in Inghilterra. Quelle che erano tornate verso la costa furono frettolosamente rimandate al confine. Cetywayo non sembra disposto a fidarsi della generosità degli inglesi; egli si è ritirato in buona posizione e là riannoda i suoi, che si sono in gran parte riavuti dalla disfatta di Ulundi.

TELEGRAMMI

(AGENZIA STEFANI)

Venezia, 26. — S. M. la Regina, col Principe di Napoli, è arrivata alle ore 6. S. M. era attesa alla stazione dalle autorità e dalle rappresentanze.

Un grande numero di gondole faceva seguito lungo il Canal Grande.

La popolazione fece a S. M. un'accoglienza entusiastica.

La città è imbandierata. Questa sera illuminazione straordinaria.

Genova, 26. — È arrivato il senatore Brioschi, presidente della Commissione d'inchiesta sulle ferrovie, e fu ricevuto alla stazione dal prefetto e da un assessore municipale.

La Commissione terrà domani la prima seduta.

San Vincenzo, 25. — Il postale *Umberto I*, della Società Rocco Piaggio, parte oggi per il Brasile e per la Plata.

Atene, 26. — L'*Ethnicon Pnevma* crede che sia prossima la soluzione della questione greca, tuttavia dice che se la Turchia persiste a misconoscere l'amicizia dei greci, la Grecia deve lasciare pendente la questione orientale e prepararsi ad una eventualità che non tarderà a sorgere in Oriente. Aumentando la flotta ed applicando la nuova legge militare, la Grecia avrà fra tre anni un esercito regolare di 60,000 uomini, e potrà così affrettare una soluzione più radicale della questione d'Oriente ed assicurare meglio i suoi interessi.

Londra, 27. — Il *Times* annunzia che l'Inghilterra e la Francia precisarono i poteri della Commissione dell'inchiesta egiziana.

La Commissione prenderà per base dei suoi lavori il rapporto dell'antica Commissione, ed esaminerà le proposte che furono fatte riguardo all'amministrazione delle strade ferrate e alla *Daira*.

Il *Morning Post* ha da Berlino che il principe Gortschakoff lasciò Wildbad e si reca a Baden-Baden.

Cairo, 26. — Il governo prese le misure necessarie per impedire una inondazione del Nilo.

Costantinopoli, 26. — La Porta risponderà oggi alla dichiarazione dei commissari della Grecia.

Assicurasi che la Porta accetta il trattato di Berlino come base della discussione, ma constatando che il voto del Congresso non costituisce un obbligo.

Pietroburgo, 26. — Il *Giornale di Pietroburgo* considera i reclami diretti dalla Porta alla Serbia e gli intrighi per sollevare gli albanesi come altrettanti tentativi per eludere il trattato di Berlino, i quali rendono necessaria un'azione energica delle potenze.

Un telegramma da Berlino al *Nuovo Tempo* annunzia che i giornali officiosi furono invitati a cessare i loro attacchi contro il principe Gortschakoff.

NOTIZIE DIVERSE

Monumento al Re Vittorio Emanuele a Venezia. — Nella sua seduta di ieri l'altro, scrive la *Gazzetta di Venezia* del 26, il Comitato ha stabilito il programma di concorso per il monumento da erigersi, come annunziammo, nella Piazzetta dei Leoncini.

Esso per altro non potrà essere pubblicato uffizialmente sino a tanto che la deliberazione del Consiglio comunale, che accorda lo spazio, non abbia ottenuto l'approvazione della Deputazione provinciale.

Allo scopo di anticipare agli artisti la notizia concreta delle condizioni del concorso, ci siamo rivolti alla Presidenza del Comitato esecutivo, la quale ci ha gentilmente permesso di prendere conoscenza del tenore del programma stesso, di cui qui riferiamo le sostanziali disposizioni.

L'allogazione del concorso avrà luogo fra gli artisti italiani, i quali dovranno presentare a tutto febbraio 1880 un modello del monumento in tutto rilievo e nelle dimensioni d'un decimo della esecuzione effettiva.

Nel monumento primeggierà la statua equestre del Re fusa in bronzo a *luto sapiente*.

Il monumento sorgerà nella piazzetta dei Leoncini a S. Marco, nella quale verrà tolto ogni rialzo, e potranno essere spostati i leoncini, sopprimendo così il pozzo che attualmente colà esiste.

La spesa totale del monumento e della sua collocazione in opera non dovrà superare le lire 225,000, non comprese le fondazioni, sola spesa che starà a carico del Comitato. L'artista, cui verrà allogato il monumento, potrà però, a richiesta del Comitato, essere tenuto anche ad erigere sul posto un simulacro del monumento stesso nelle sue effettive proporzioni, allo scopo di farvi quelle modificazioni che risultassero opportune.

Il modello dev'essere accompagnato da una relazione sui materiali da impiegarsi e sulla spesa di ciascuna delle parti principali del monumento, ed essere accompagnato altresì dalla solita scheda suggellata con un motto da ripetersi sul modello.

I modelli saranno esposti al pubblico per tutto il mese di marzo 1880, e poscia il Comitato ne giudicherà, potendo valersi del voto di apposita Commissione artistica.

I due concorrenti, che nella relazione del Comitato seguiranno in ordine di merito l'artista prescelto, avranno un premio l'uno di lire 3000, e l'altro di lire 2000, ed a tale uopo saranno aperte anche le schede suggellate contenenti i loro nomi, dopo trascorsi quindici giorni dalla pubblicazione del giudizio del Comitato, senza ch'essi ne facciano divieto.

S'intende che il giudizio definitivo del Comitato sarà inappellabile e verrà pubblicato in motivato rapporto.

Una festa al campo di Vignola. — Al *Panaro* di Modena, del 25, scrivono da Vignola:

Ieri a Vignola ebbe luogo la festa del campo già da noi annunziata. Fino da ieri mattina si notava a Vignola uno straordinario concorso di forestieri accorsi dai vicini paesi, da Modena e da Bologna.

Alle 5 pom., dopo che il cannone ebbe annunziato il cominciar della festa, la folla degli spettatori e dei nuovi arrivati presentava un bellissimo colpo d'occhio.

Al campo, vasto e ben disposto, si era data la forma di un grande circolo, intorno al quale si notavano in larghe tele gli stemmi delle principali città italiane. In mezzo erano piantati gli alberi delle cuccagne, i bersagli e gli altri giuochi. Si è cominciato con una lotteria a premi (prosciutti, vino, ecc.), che i soldati vincitori si portavano via con molta compiacenza; poi, oltre i giuochi suddetti, ha ottenuto un successo di vera ilarità una cavalcata di così detti beduini sugli asini, ed anche le altre parti del programma sono ben riuscite. Le musiche militari rallegravano la festa, e ad un'estremità del campo, di faccia all'ingresso, eravi il palco per gli invitati, ove brillavano in mezzo a molte altre belle ed eleganti signore e signorine indigene e forestiere. In conclusione è stato un divertimento vario, ben ordinato, che ha lasciati contenti i soldati e gli spettatori ai quali era destinato.

Domani ufficiali e soldati partono dagli accampamenti di Marano, Vignola e Savignano, lasciando in quelle popolazioni un ricordo di simpatia e il desiderio di rivederli l'estate venturo.

Cosa del resto naturalissima, tanto più che la presenza dei bravi militari reca a certi industriali e commercianti, ed ai poveri soprattutto, non piccoli vantaggi.

Regia Marina. — La corazzata *Principe Amedeo* partiva da Gaeta il 26 corrente.

— Lo stesso giorno l'altra corazzata *Venezia* lasciava il golfo di Spezia, e questa mane la seguiva l'altra corazzata *Maria Pia*.

— La squadra permanente si riunirà a Taranto fra pochi giorni.

I carabinieri Reali. — Dalla dispensa di luglio del *Bollettino dei carabinieri Reali* togliamo le seguenti notizie relative all'arma stessa:

Dalla situazione graduale e numerica dell'arma si rileva che al 31 luglio la forza in uomini di truppa dell'arma presente era di 19,523, cioè con una differenza in meno di 1072 in confronto della forza organica stabilita. Questa deficienza acquista maggior valore quando si consideri che quella cifra sarebbe assai più elevata se non si avesse un compenso, pel solito espediente, di 1915 aggiunti nella forza a piedi e 179 in quella a cavallo in più della forza organica stabilita; mentre la deficienza reale dei semplici carabinieri è di 2370 nella forza a piedi e di 385 in quella a cavallo.

La dimostrazione mensile degli aumenti e delle diminuzioni presenta sempre una progressiva deficenza. Durante il luglio si ebbero 105 aumenti, compresi 44 aggiunti, mentre le diminuzioni salirono a 151.

Le operazioni eseguite dall'arma durante il luglio diedero i seguenti risultati:

Vennero accertati 14,523 reati, cioè: 4 contro la sicurezza interna ed esterna dello Stato; 9 contro i culti; 394 contro la pubblica amministrazione; 124 contro la fede pubblica; 20 contro il commercio; 9 contro la pubblica sanità; 75 contro il buon costume; 1626 contro la pubblica tranquillità; 191 contro l'ordine delle famiglie; 360 omicidi; 3623 ferite; 235 grassazioni, estorsioni violente, rapine e ricatti; 2518 furti semplici; 2696 furti qualificati; 237 truffe; 840 incendi, distruzione e guasti di ferrovie e telegrafi; 1309 contravvenzioni contro l'ordine pubblico; 183 contravvenzioni contro le persone; 70 contravvenzioni contro le proprietà.

Gli arresti operati furono in totale 6705, dei quali 4179 d'ufficio e 1926 dietro mandato.

Il numero dei reati in rapporto a 1000 abitanti fu di 0,54.

Il numero degli arresti in rapporto a 1000 operanti fu di 369.

Disastro. — Il *Corriere del Lario*, di Como, del 25 agosto scrive:

Nel pomeriggio delli 21 agosto, nel comune di Premosello, in circondario di Pallanza, scoppiò repentinamente la polveriera esercitata dalli Giuseppe Zanoli e soci, e ne furono vittime tre lavoranti resi immantinenti cadaveri. Il danno si valuta a circa lire 3 mila. Il fatto avvenne per puro caso, senza colpa di chicchessia.

La pesca del corallo. — Nella prima quindicina del corrente agosto, secondo un prospetto pubblicato dalla *Luce* di Sciacca, furono imbarcate per cabotaggio in quella rada 383 casse di corallo greggio, del peso di chil. 42,352.

È questo un risultato splendido, che merita tutta l'attenzione delle autorità in ordine ai bisogni di quel porto.

Un filantropo. — A Cognac, nella grave età di 84 anni, cessò testè di vivere il signor Eliseo Mousnier, ex-negoziante, che lasciò alla sua città natale la bella somma di 1,200,000 franchi affinchè costruisca e mantenga un asilo per i vecchi infermi. Il signor Mousnier lasciò inoltre 25,000 franchi all'ospizio, 50,000 franchi alla Congregazione di Carità di Cognac, una rendita annua di 2000 franchi da assegnare in premio alla fanciulla più virtuosa e più laboriosa del circondario, e delle rendite vitalizie alle sue molte persone di servizio. Detratti tutti quei lasciti, del patrimonio del signor Mousnier resteranno ancora circa due milioni di franchi per i suoi nipoti, uno dei quali, il chimico Lecocq de Boisbaudran, che scoperse il *gallium* ed il *norzium*, è il suo esecutore testamentario.

Decesso. — Luigi Vogel, il celebre pittore svizzero di quadri storici, è morto a Zurigo più che nonagenario.

La malattia Winchel. — Il professore Winchel, direttore dell'Ospedale di Dresda, ha fatto un rapporto al Congresso dei medici pei fanciulli, riunitosi ultimamente a Berlino, nel quale parla di osservazioni fatte da lui medesimo sopra una malattia misteriosa comparsa adesso fra i bambini. Scoppiò una epidemia verso la fine di marzo ; di 23 bambini attaccati ne morirono 19, ossia l'82 per 100 ; la media della durata della malattia nei casi mortali fu di 32 ore. I sintomi sono una specie di sbalordimento istantaneo nei bambini ; la respirazione diventa difficile, accompagnata dal singhiozzo e spesso dalla spuma alla bocca ; si opera nel sangue un cambiamento notevolissimo. In alcuni vasi il dottor Winchel fece delle incisioni, ma non gli riuscì di fare uscire il sangue che premendo fortemente la ferita, e non ottenne che fluido nero e denso come lo sciroppo. Il corpo del fanciullo diventa flaccido ed il fegato si gonfia, poi sopravvengono le convulsioni ed il fanciullo muore. Il presidente del Congresso, consigliere dottore Gerhardt, di Wurzburg, propose che questa malattia fosse designata col nome di « malattia Winchel. »

Linee telefoniche. — La Compagnia Edison ha ottenuto ora l'autorizzazione di stabilire in Parigi una rete di linee telefoniche. Col mezzo di un piccolo canone, pagabile ogni mese, tutti possono parlare e corrispondere da un capo all'altro della città. Si vendeva già a domicilio il gas e l'acqua, e d'ora innanzi si venderà anche la parola.

Il telefono Edison sta per diventare popolare in Europa come lo è di già negli Stati Uniti, ove è impiegato da più d'un anno dalla potente *Compagnia Western Union Telegraph C.* Delle esperienze ufficiali dimostrarono la sua superiorità sugli altri sistemi. Di già le Compagnie ferroviarie hanno deciso di adottarlo per corrispondenza nelle grandi distanze. L'esercizio sta per incominciare quanto prima.

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI ROMA

Veduta la legge 6 luglio 1875, n. 2583, colla quale furono dichiarate di pubblica utilità le opere necessarie a preservare la città di Roma dalle massime piene del Tevere ;

Veduto il decreto del Ministero dei Lavori Pubblici, in data 9 febbraio 1878, con cui fu approvato, per tutti gli effetti di legge, il piano di esecuzione 10 novembre 1877 dei lavori della sponda destra del Tevere da Ponte Sisto ai Bagni di Donna Olimpia;

Veduto il precedente decreto Prefettizio 22 febbraio 1878, numero 4872, col quale, a termini degli articoli 17 e 24 della legge 25 giugno 1865, n. 2359, sulla espropriazione per causa di pubblica utilità, fu ordinata la pubblicazione ed il deposito presso la Segreteria municipale di Roma dell'anzidetto piano di esecuzione e dell'elenco dei fondi da espropriarsi, col nome dei loro rispettivi proprietari ;

Ritenuto che, in seguito di tale pubblicazione, ha dichiarato fra gli altri di accettare la indennità offertagli il signor Achille Dario Pozzi ;

Che di tale accettazione si è fatto constare mediante dichiarazione inscritta rilasciata dal predetto signor Pozzi nei modi voluti dall'articolo 25 della succitata legge sulle espropriazioni per causa di pubblica utilità ;

Veduto il precedente decreto Prefettizio del 3 luglio 1879, numero 22522, col quale fu ordinato il deposito di detta indennità nella Cassa dei Depositi e Prestiti ;

Veduta la dichiarazione provvisoria in data 21 agosto corrente mese, n. 3156 di posizione, rilasciata dalla Tesoreria provinciale di Roma per corrispondere l'eseguito versamento della indennità medesima ;

Veduto l'articolo 30 della succitata legge di espropriazione ;

Decreta :

1. Il Ministero dei Lavori Pubblici è autorizzato ad occupare una porzione, come dal relativo tipo, dell'orto, sito in Roma nel vicolo dei Moroni, ai civici numeri 22 a 34, distinto in mappa col numero 80 di proprietà del sig. Achille Dario Pozzi.

2. Sarà a carico dell'Amministrazione la ricostruzione del muro di cinta.

3. Ad opera compiuta sarà restituito al sig. Dario Pozzi il terreno che gli si espropria in più, per la esecuzione dei lavori ed allo stesso prezzo valutato in lire 20 al metro quadrato.

4. La spesa della chiusura provvisoria della rimanente parte del giardino, sarà a carico dell'Amministrazione, come pure ogni altra spesa relativa.

5. Il presente decreto, sarà a cura dell'Amministrazione espropriante ed a senso e per gli effetti degli articoli 53 e 54 della legge sulla espropriazione per causa di utilità pubblica, registrato all'ufficio del Registro, entro il termine di giorni 15 dalla sua data volturato all'ufficio del Catasto e trascritto all'ufficio delle Ipoteche, ed entro il termine di soli cinque giorni, parimenti dalla sua data, inserito nel giornale destinato per la pubblicazione degli annunzi giudiziari, che per questa provincia è la *Gazzetta Ufficiale*.

Il Prefetto: MAZZOLENI.

AVVISO

I signori che desiderano di associarsi e quelli ai quali scade col 31 agosto 1879, e che intendono di rinnovare la loro associazione, sono pregati di farlo sollecitamente, per evitare ritardi od interruzioni nella spedizione del Giornale.

Raccomandasi di unire la fascia alle lettere di reclamo e di riconferma di associazione.

Le domande di associazione e di inserzione con vaglia postale in *piego affrancato* o con biglietti di Banca in *piego affrancato* e *raccomandato* od *assicurato*, debbono essere indirizzate all' AMMINISTRAZIONE della *Gazzetta Ufficiale*, in Roma, via della Missione.

MINISTERO DELLA MARINA

Ufficio centrale meteorologico

Firenze, 26 agosto 1879 (ore 15 58).

Venti del primo quadrante freschi a Messina e nella Liguria occidentale. Maestrale forte nel canale d'Otranto. Calma generale altrove. Barometro leggiermente e variamente oscillante, con cielo sereno in quasi tutta l'Italia. Pressione diminuita di 2 millimetri e mezzo a Bregenz (Tirolo). Nelle ore pomeridiane di ieri mare agitato o grosso per grecale fresco nei paraggi di Rimini. Probabile qualche vento fresco e qualche parziale annuvolamento, prevalendo però sempre il tempo buono.

Osservatorio del Collegio Romano — 26 agosto 1879.

ALTEZZA DELLA STAZIONE = 49^{m}, 65.

	7 ant.	Mezzodì	3 pom.	9 pom.
Barometro ridotto a 0° e al mare	761,8	761,5	760,8	761,4
Termomet. esterno (centigrado)	22,4	30,1	29,8	24,5
Umidità relativa....	76	55	52	84
Umidità assoluta...	15,25	17,46	16,32	19,22
Anemoscopio e vel. orar. media in kil.	Calma	W. 6	SW. 17	W. 3
Stato del cielo.......	0. sereno	0. q. cumulo	0. bello	0. bello

OSSERVAZIONI DIVERSE

(Dalle 9 pom. del giorno precedente alle 9 pom. del corrente).

Termometro: Massimo = 30,3 C. = 24,2 R. | Minimo = 19,6 C. = 15,7 R.
Massimo termometrico al piano della città = 32,3 C.

LISTINO UFFICIALE DELLA BORSA DI COMMERCIO DI ROMA

del dì 27 agosto 1879.

VALORI	GODIMENTO DAL	Valore nominale	Valore versato	CONTANTI		FINE CORRENTE		FINE PROSSIMO		Nominale
				LETTERA	DANARO	LETTERA	DANARO	LETTERA	DANARO	
Rendita Italiana 5 0/0	1° gennaio 1880	—	—	86 27	86 25	— —	— —	— —	— —	— —
Detta detta 3 0/0	1° ottobre 1879	—	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Certificati sul Tesoro 5 0/0 - Emissione 1860/64	1° aprile 1879	—	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	97 10
Prestito Romano, Blount..........	„	—	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	96 80
Detto detto Rothschild	1° giugno 1879	—	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	101 25
Prestito Nazionale	„	—	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Detto detto piccoli pezzi......	„	—	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Detto detto stallonato	„	—	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Obbligazioni Beni Ecclesiastici 5 0/0 ..	„	—	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Azioni Regìa Cointeressata de'Tabacchi	1° luglio 1879	500 —	350 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	881 —
Obbligazioni dette 6 0/0	„	500 —	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Rendita Austriaca	—	—	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Obbligazioni Municipio di Roma....	1° luglio 1879	500 —	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Banca Nazionale Italiana	„	1000 —	750 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	2220 —
Banca Romana	„	1000 —	1000 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	1225 —
Banca Nazionale Toscana.........	—	1000 —	700 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Banca Generale.................	1° luglio 1879	500 —	250 —	— —	— —	537 75	537 25	— —	— —	— —
Società Gen. di Cred. Mobiliare Italiano	„	500 —	400 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	865 —
Cartelle Credito Fondiario Banco Santo Spirito	1° aprile 1879	500 —	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	470 —
Compagnia Fondiaria Italiana......	—	250 —	250 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Strade Ferrate Romane	—	500 —	500 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Obbligazioni dette	—	500 —	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Strade Ferrate Meridionali	1° luglio 1879	500 —	500 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	398 —
Obbligazioni dette	—	500 —	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Buoni Meridionali 6 per cento (oro) ..	—	500 —	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Obbl. Alta Italia Ferr. Pontebba	—	500 —	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Obblig. Ferrovie Sarde nuova emiss.3 0[0	1° aprile 1879	500 —	500 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	266 —
Az. Str. ferr. Palermo-Marsala-Trapani	—	500 —	500 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Società Romana delle Miniere di ferro	—	537 50	537 50	— —	— —	— —	— —	— —	— —	45 —
Anglo-Romana per l'illuminaz. a Gas	1° gennaio 1879	500 —	500 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	696 —
Società dell'Acqua Pia antica Marcia ..	1° luglio 1879	500 —	500 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	616 —
Gas di Civitavecchia	—	500 —	500 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Pio Ostiense	—	430 —	430 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Obblig. S. F. Palermo-Marsala-Trapani	1° aprile 1879	300 —	300 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —

CAMBI	GIORNI	LETTERA	DANARO	Nominale
Parigi..................	90	111 70	111 45	— —
Marsiglia...............	90	— —	— —	— —
Lione..................	90	— —	— —	— —
Londra.................	90	28 33	28 28	— —
Augusta................	90	— —	— —	— —
Vienna.................	90	— —	— —	— —
Trieste	90	— —	— —	— —
Oro, pezzi da 20 lire	—	22 50	22 48	— —
Sconto di Banca	—	— —	— —	— —

OSSERVAZIONI

Prezzi fatti

5 0[0 - 2° semestre 1879: 88 42 1[2 cont., 88 37 1[2, 40 fine.

Banca Generale 537 75 fine.

Il Sindaco A. Pieri.

AVVISO.

(3ª *pubblicazione*)

Il Tribunale civile di Tempio in camera di consiglio,

Vista la domanda che precede, e gli uniti documenti;

Attesochè dal predetto estratto di morte risulta che il nominato Antonio Liborio Rizzo decedeva in Maddalena li 28 marzo 1878;

Che dall'attestazione giudiziaria fatta nanti il pretore di Maddalena risulta pure che il ridetto Rizzo Antonio Liborio, oltrechè moriva *ab intestato*, lasciava col suo decesso, oltre la moglie vivente Emanuela Buglietta, quattro figli, che sono i ricorrenti Pietro, Silverio, Lucia e Laura germani Rizzo, tutti maggiorenni;

Che ciò posto, nulla osterebbe a che si operasse il tramutamento del certificato n. 24470, della rendita di lire 85, inscritta al nome di Rizzo Liborio fu Pietro, essendo costui la identica persona del Rizzo Antonio Liborio del fu Pietro, e ciò in tante inscrizioni al portatore nel numero come stato domandato;

Visti perciò gli articoli 79 e 23 del regolamento annesso al Regio decreto 8 ottobre 1870, n. 5942, ordina ed autorizza la Direzione Generale del Debito Pubblico ad operare il tramutamento del certificato nn. 24470-207410, della rendita di lire ottantacinque, inscritta a favore di Rizzo Liborio fu Pietro, domiciliato già in Napoli, datato a Napoli li 22 agosto 1861, al numero 7618 del registro di posizione, in numero di nove cartelle od inscrizioni al portatore, delle quali otto della rendita di lire dieci caduna, ed una poi della rendita di lire cinque, delle quali la metà si assegna alla superstite moglie e madre rispettiva Emanuela Buglietta, e l'altra metà poi da dividersi in porzioni eguali ai quattro figli Pietro, Silverio, Lucia e Laura germani Rizzo del fu Antonio Liborio, domiciliati alla Maddalena, e ciò in conformità alla fatta domanda.

Tempio, li 10 luglio 1879.

G. Delogu presidente - Sargenti - G. Fois - Satta.

3525 SPANO canc.

DICHIARAZIONE D'ASSENZA.

(2ª *pubblicazione*)

Con decreto del Tribunale civile e correzionale di Vercelli del 27 marzo scorso, autentico Caron vicecanc., sulla istanza di Ponchietti Luigi fu Giovanni, residente a Roasio, ammesso al gratuito patrocinio con decreto della Commissione presso il Tribunale civile e correzionale di Vercelli 30 gennaio 1879, autentico Caron vicecancelliere, vennero ordinate le informazioni preliminari prescritte dal detto articolo, a mezzo del pretore di Gattinara, pella dichiarazione d'assenza, chiesta dall'istante, di Domenico Fileppi Alaframo fu Giuseppe, o Fileppo, di Ferracane, frazione di Villadelbosco, mandamento di Gattinara.

Vercelli, li 16 luglio 1879.

3886 MACCO proc. collegiato.

REGIA PRETURA

del 2° mandamento di Roma.

Sulla richiesta dell'Intendenza di Finanze di Roma, e per essa il ricevitore Lazzarini Giuseppe dell'ufficio di Roma pel ramo successioni, residente in via Monte della Farina, n. 64-A,

Io Rogano Angelo usciere presso la Regia Pretura del 2° mandamento di Roma certifico di aver notificato copia di una ingiunzione conforme al suo originale della suddetta Intendenza in data 21 luglio 1879, debitamente resa esecutoria da questo pretore il 22 settembre 1879, colla quale ordina al sig. De Santis Gaetano di pagare al suo ufficio, entro il termine di quindici giorni, sotto pena degli atti esecutivi, la somma di lire 612, salvo aumento o diminuzione per tassa e penali sulla successione della propria moglie Colacicchi Doretea, al signor De Santis Gaetano d'incognito domicilio, residenza e dimora.

Roma, 24 agosto 1879.

3887 L'usciere BOGANO ANGELO.

DIREZIONE DEL GENIO MILITARE DI PIACENZA

AVVISO D'ASTA.

Si notifica al pubblico che nel giorno 11 del mese di settembre, alle ore 11 antimeridiane, si procederà in Piacenza, avanti il direttore del Genio militare, e nel locale d'Ufficio, sito in via San Lazzaro, n. 74, all'appalto dei

Lavori per la costruzione di una cavallerizza di primo ordine nella caserma S. Benedetto in Cremona, per l'importo di lire 75,000, *e da compiersi nel termine di giorni centocinquanta* (150) *dalla data del verbale di consegna dei lavori stessi.*

Le condizioni sono visibili presso la Direzione del Genio suddetta dalle ore 9 alle 11 antimeridiane d'ogni giorno, e presso l'ufficio del Genio in Cremona.

Sono fissati a giorni 15 i fatali per il ribasso del ventesimo decorribili dal mezzodì del giorno del deliberamento.

Il deliberamento seguirà a favore dell'offerente che col suo partito in piego suggellato, firmato e steso su carta filogranata col bollo ordinario da una lira, avrà fatto il ribasso maggiore di un tanto per cento sul prezzo suddetto od almeno raggiunto il ribasso minimo stabilito in una scheda suggellata e deposta sul tavolo, la quale verrà aperta dopochè saranno riconosciuti tutti i partiti presentati.

Il ribasso offerto dovrà essere chiaramente espresso, oltre che in cifre, in tutte lettere, sotto pena di nullità dei partiti da pronunziarsi, seduta stante, dall'autorità presiedente l'asta.

Gli aspiranti all'appalto per essere ammessi a presentare i loro partiti dovranno:

1. Produrre un certificato di moralità, rilasciato in tempo prossimo all'incanto dall'autorità politica o municipale del luogo in cui sono domiciliati.

2. Esibire un attestato di persona dell'arte, confermato dal direttore del Genio militare, il quale attestato sia di data non anteriore di sei mesi, ed assicuri che l'aspirante ha dato prove di perizia e di sufficiente pratica nell'eseguimento o nella direzione di altri contratti d'appalto di opere pubbliche o private.

3. Fare presso la Direzione suddetta, ovvero presso una delle Tesorerie provinciali, ove hanno sede gli uffici delegati a ritirare le offerte, un deposito di lire 7500, in contanti, od in cartelle del Debito Pubblico al portatore, al valore di Borsa della giornata antecedente a quella in cui viene operato il deposito.

Sarà facoltativo agli aspiranti all'impresa di presentare i loro partiti suggellati alle Direzioni del Genio militare di Milano, Alessandria, Bologna e Torino, ed alle Sezioni del Genio militare di Pavia, Parma e Cremona. Di questi ultimi partiti però non si terrà alcun conto se non giungeranno alla Direzione appaltante ufficialmente e prima dell'apertura dell'incanto, e se non risulterà che gli offerenti abbiano fatto il deposito di cui sopra o presentata la ricevuta del medesimo.

Saranno considerati nulli i partiti che non siano firmati, suggellati e stesi su carta filogranata col bollo ordinario da una lira, e quelli che contengono riserve e condizioni.

Il ricevimento dei depositi che si vogliono fare presso questa Direzione per concorrere all'asta e la presentazione degli altri titoli occorrenti per essere ammessi avrà luogo dalle ore 8 alle 10 antimeridiane del predetto giorno 11 settembre.

Le spese d'asta, di bollo, di registro, di copie ed altre relative sono a carico del deliberatario.

Dato in Piacenza, addì 18 agosto 1879.

Per la Direzione

Il Segretario: P. BORZINI.

3790

COMUNE DI ALTAMURA

2° Avviso d'Asta *per l'appalto in ribasso della pulizia della Città.*

Essendo andata deserta l'asta tenuta questa mattina, 15 agosto, per lo appalto in ribasso della pulizia della città, si procederà dal sindaco, nella sala delle adunanze municipali, il giorno 30 stante mese, alle ore 10 ant., ad un secondo incanto per l'appalto anzidetto.

L'appalto durerà dal giorno 1° settembre prossimo sino a tutto il mese di dicembre 1883.

La somma sulla quale saranno aperti gl'incanti a ribasso è di lire 12,000, pagabili a rate mensili scadute.

L'asta seguirà col metodo della candela vergine ed alla base delle condizioni risultanti dal capitolato depositato nella segreteria comunale, ostensibile nelle ore di ufficio a chi voglia prenderne cognizione.

Altamura, li 15 agosto 1879.

Il Sindaco: Cav. DONATO GIANNUZZI fu OTTAVIO.

3856 *Il Vicesegretario comunale*: BIAGIO CURSOLI.

REGIA PRETURA

del 2° mandamento di Roma.

Io sottoscritto usciere addetto alla R. Pretura suddetta ho notificato la sentenza emanata dal vicepretore nel giorno 29 marzo 1879, ad istanza di Gautieri Antonio, contro Meda Carlo, d'incognito domicilio, per affissione ed inserzione, colla quale venne condannato, nella sua qualifica di erede, a pagare lire 598 12, oltre gli interessi e spese del giudizio, ed in pari tempo si è fatto al medesimo precetto di pagare nel termine di giorni cinque la sorte, senza pregiudizio delle spese a suo tempo.

Con prevenzione che non pagando nel detto termine si procederà all'esecuzione mobiliare anche presso terzi.

Roma, 22 agosto 1879.

L'usciere del 2° mandamento

3888 LUIGI SECONDIANI.

R. TRIBUNALE CIV. E CORREZ.

di Velletri.

Nota per aumento di sesto.

Il cancelliere fa noto al pubblico che nell'udienza del 21 corrente, avanti il suddetto Tribunale, furono venduti i seguenti immobili esecutati ad istanza di Leali cav. Angelo, di Roma, a carico di Argenti Luigi Francesco, di Velletri.

Descrizione degli immobili.

Lotto 1° — Diretto dominio del terreno, vocabolo Paganico e S. Pietro, cannetato, vignato e seminativo, con case coloniche, acquistato il 2 giugno 1873 da Antonio Sneider, confinante con i signori Tomassini Pietro e Giuseppe, Ceracchi Giovanni Battista da più lati e Caprara Luigi fu Pietro, distinto coi numeri di mappa 76, 13, 14, 15, 68, 70, 71, 72, 1088, 1098, 62, 1081, 1096, 10, 11, 12, 69, 73, 74, 75, 1097, 8, 9, 64, 65 sub. 1 e 2, 66 e 67, sezione terza, gravato del tributo diretto verso lo Stato in lire 77 98.

Lotto 2° — Cantina in via del Gesù, numeri civici 35 e 36, confinante con la detta strada, con Argenti Cristina ed Argenti Pietro, distinta col numero di mappa 818 sub. 3, sezione terza, gravata del tributo diretto verso lo Stato in lire 5 62.

Lotto 3° — Casa al vicolo Ottavio, num. 9, confinante con la detta strada, con Giovanni Battista Ciotti e lo stesso Argenti, segnata in mappa col n. 859, gravata del tributo diretto verso lo Stato in lire 18 77.

Lotto 4° — Altra casa al vicolo del Ginnasio, coi numeri civici 25, 25-A e 26, di quattro piani, confinante con detta via, Luigi Censi e Letizia Zioni in Scipioni, segnata coi nn. di mappa 867, 868 sub. 2, gravata del tributo diretto verso lo Stato in lire 98 15.

Lotto 5° — Altra casa in piazza Panoti, col numero civico 2, confinante la stessa piazza, Malagigi Severina in Ridolfi e Calcagni contessa Girolama vedova Negroni, distinta in mappa col numero 1139, gravata del tributo diretto verso lo Stato in lire 20 16.

I quattro fondi designati coi numeri 1, 2, 3 e 5 vennero aggiudicati al signor Leali cavalier Angelo per i seguenti prezzi: il 1° per lire 23,205; il 2° per lire 505; il 3° per lire 6305; il 5° per lire 2925.

Il quarto fondo venne aggiudicato per lire 17,000 al signor Carlo conte Negroni, persona dichiarata dal signor avvocato Pietro Vagnozzi di Velletri.

Fa noto eziandio che il termine utile per fare l'offerta dell'aumento del sesto, sui prezzi enunciati scade col giorno 5 settembre prossimo.

Velletri, li 24 agosto 1879.

3879 Il canc. LEONI.

Avviso per aumento di sesto.

Il cancelliere del Tribunale civile di Roma fa noto che nell'udienza del 22 agosto corrente, innanzi questo Tribunale civile, all'asta pubblica ed a primo esperimento, ebbe luogo la rivendita giudiziale del seguente immobile espropriato ad istanza del signor Angelo Andolfi, in danno di Luigi Votieri e Gioacchino Bricca, e cioè:

Casa in Roma, al Rione XIII, al vicolo dei Salumi, nn. 42 e 43, e vicolo della Scarpetta, n. 1, confinante le due strade suddette, segnata in mappa col n. 445, gravata dell'annua imposta erariale di lire 90 71.

Che detto lotto venne aggiudicato al signor Angelo Andolfi per lire 15,000.

Che ora su questo prezzo può effettuarsi l'aumento del sesto, con dichiarazione da emettersi in questa cancelleria.

Il termine utile per far ciò scade col dì 6 settembre prossimo, e l'offerente deve uniformarsi al disposto dell'articolo 680 Procedura civile.

Roma, li 23 agosto 1879.

Il canc. Pietro Paolo Ercole.

Per copia conforme all'originale che si rilascia per uso d'inserzione.

Roma, li 25 agosto 1879.

3892 Il vicecanc. C. PAGNONCELLI.

DIREZIONE DI COMMISSARIATO MILITARE
della Divisione di Roma (13ª)

AVVISO D'ASTA.

Si notifica che nel giorno 12 settembre prossimo venturo, alle ore dieci antimeridiane, avrà luogo presso questa Direzione, piazza S. Carlo a Catinari, num. 117, piano secondo, avanti il signor direttore, un pubblico incanto mediante partiti segreti, per la provvista, in un sol lotto, della legna da ardere che potrà occorrere durante la stagione invernale 1879-80 pel riscaldamento degli uffici del Ministero della Guerra stabiliti in Roma.

Lotti	QUANTITÀ presumibilmente occorrente miriagramma	PREZZO d'incanto per ogni miriagramma	IMPORTO della quantità approssimativa	CAUZIONE
1	45,000	Cent. 32	L. 14,400	L. 1,440

Annotazioni.

Il quantitativo della legna da provvedersi è indicato soltanto in via approssimativa e non tassativa, così quando avvenga che la quantità ordinata nella prossima stagione 1879-80 riesca minore od anche maggiore di miriagrammi 45 mila, l'Impresa dovrà eseguire gli ordini che in proposito le verranno dati, senza aver diritto ad alcuna bonificazione.

La consegna verrà fatta in diverse riprese, secondo gli ordini del Ministero, avvertendo che ogni ordinazione dovrà essere compiuta in dieci giorni decorrendi dal giorno che l'ordine verrà dato; la prima ordinazione potrà essere fatta nella seconda quindicina del prossimo ottobre.

La qualità della legna da provvedersi è come segue, cioè: legna di quercia, faggio o noce, esclusivamente d'una sola qualità, od anche promiscuamente, a scelta del deliberatario, esclusa però ogni altra qualità non indicata sopra.

Detta legna dovrà essere con corteccia, di buona qualità, stagionata almeno di un anno, ben secca, non morta in pianta, e verrà introdotta a tutte spese e rischio del deliberatario nei magazzini del Ministero od in quegli altri locali che verranno indicati all'Impresa.

La legna dovrà essere segata, non più lunga di quaranta centimetri, spaccata e ridotta in proporzioni tali da poter essere facilmente introdotta nei focolari e nelle stufe anche di piccola dimensione.

I capitoli d'onere che faranno parte integrale del contratto, sono visibili presso questa Direzione.

Gli accorrenti all'asta per essere ammessi a far partito dovranno presentare a questa Direzione la ricevuta del deposito fatto in una delle Tesorerie del Regno della somma suindicata, in numerario o rendita pubblica, corrispondente al decimo dell'ammontare della provvista, avvertendo che trattandosi di rendita pubblica lo importo dei titoli relativi dovrà essere ragguagliato al valore legale di Borsa della giornata antecedente a quella in cui verrà effettuato il deposito.

Le offerte prodotte all'incanto dovranno essere in carta da bollo da una lira (escluse le marche da bollo) ed in pieghi suggellati.

Non saranno ammessi partiti condizionati.

Il deliberamento seguirà in un lotto unico a favore di colui che sulla base del prezzo d'incanto per ogni miriagramma avrà offerto nel suo partito suggellato un ribasso di un tanto per cento maggiore di quello offerto dagli altri concorrenti, purchè superi o almeno raggiunga il ribasso inscritto nella scheda suggellata del Ministero che verrà aperta dopo riconosciuti tutti i partiti.

Il tempo utile (fatali) per ulteriore offerta, non minore del ventesimo, è stabilito a quindici giorni a partire dal mezzodì del giorno del deliberamento.

A termine del vigente regolamento sulla Contabilità generale dello Stato le spese tutte relative all'incanto e quelle di contratto, compresi i diritti di registro e bollo, saranno a carico del deliberatario.

Roma, li 25 agosto 1879.

Per detta Direzione
3898 *Il Sottotenente Commissario*: A. SEGALA.

REGIA PREFETTURA DI COSENZA

Avviso di seguito deliberamento.

A seguito dello incanto tenutosi in questo ufficio addì 16 volgente mese, conformemente all'avviso d'asta del 23 luglio ultimo, lo appalto delle opere e provviste occorrenti alla costruzione della strada comunale obbligatoria dall'abitato di Villapiana alla stazione di Torre Cerchiara, della lunghezza di metri 7314,91, venne deliberato per la presunta somma di lire 47,993 50, dietro l'ottenuto ribasso di lire 18 per cento su quella di stima.

Si avverte quindi che il termine utile (fatali) per rassegnare in questa stessa Prefettura offerte in diminuzione dello accennato prezzo di deliberamento, le quali non potranno essere inferiori al ventesimo e dovranno essere accompagnate dal deposito prescritto col suddetto avviso, scadrà col mezzogiorno del dì undici settembre p. v.

Cosenza, 27 agosto 1879.

3874 *Il Segretario delegato*: PUGLIESE.

DIREZIONE D'ARTIGLIERIA
DEL LABORATORIO PIROTECNICO DI CAPUA

Avviso d'Asta.

Si notifica al pubblico che nel giorno 4 settembre 1879, alle ore 3 pom. (tempo medio di Roma), si procederà in Capua, avanti il direttore d'artiglieria del Laboratorio pirotecnico, e nel locale della Direzione suddetta, situato nel Regio Arsenale, al 1º piano, alla seguente provvista per mezzo di pubblici incanti, cioè:

Lotto unico.

Piombo diverso (filato) chilog. 116000, *per lire* 58,000.

La consegna si farà nei magazzini della stessa Direzione nel termine di giorni sessanta per chilogrammi 50000, e di giorni novanta pei rimanenti chilogrammi 66000.

Le condizioni d'appalto sono visibili presso la Direzione predetta, nel locale suddetto.

Sono fissati a giorni cinque i fatali per il ribasso del ventesimo, decorribili dal mezzodì del giorno del deliberamento.

Il deliberamento seguirà a favore del migliore offerente che nel suo partito suggellato, firmato e steso su carta filigranata, col bollo ordinario da 1 lira, avrà offerto sul prezzo suddetto un ribasso di un tanto per cento maggiore del ribasso minimo stabilito in una scheda suggellata e deposta sul tavolo, la quale verrà aperta dopo che saranno riconosciuti tutti i partiti presentati.

Gli aspiranti all'appalto per essere ammessi a presentare i loro partiti dovranno esibire il documento comprovante di aver fatto in una delle Intendenze di finanza del Regno un deposito di lire 5800, in contanti od in rendita del Debito Pubblico al portatore al valore di Borsa della giornata antecedente a quella in cui viene operato il deposito.

Gli aspiranti all'appalto non potranno far il deposito nè presso la Direzione, nè presso le Direzioni o gli uffici staccati che ricevono offerte per conto di essa, ma dovranno consegnare alle Direzioni ed agli uffici incaricati coll'offerta pure il documento comprovante d'aver fatto il deposito sopra indicato.

I documenti comprovanti il deposito fatto da esibirsi alla Direzione in cui ha luogo l'appalto dovranno essere presentati dalle ore 8 ant. alle 12 merid. del giorno 4 settembre 1879.

Sarà facoltativo agli aspiranti all'impresa di presentare i loro partiti suggellati a tutte le Direzioni territoriali dell'arma, od agli uffici staccati da esse dipendenti. Di questi ultimi partiti però non si terrà alcun conto se non giungeranno alla Direzione ufficialmente e prima dell'apertura dell'incanto, e se non risulterà che gli accorrenti abbiano fatto il deposito di cui sopra o presentata la ricevuta del medesimo.

Saranno considerati nulli i partiti che non siano firmati, suggellati e stesi su carta filigranata col bollo ordinario da una lira e quelli che contengono riserve e condizioni.

Le spese d'asta, di bollo, di registro, di copie ed altre relative sono a carico del deliberatario.

Dato in Capua, addì 25 agosto 1879.

Per la Direzione
3885 *Il Segretario*: L. GAMBARDELLA.

Provincia di Roma — Circondario di Viterbo
COMUNE DI CAPRAROLA

Avviso d'Asta.

Si rende noto al pubblico che alle ore 10 antimeridiane del giorno 10 settembre p. v., in questa residenza municipale, avanti il sottoscritto sindaco, o chi per esso, e coll'assistenza del segretario comunale, avrà luogo il primo incanto, ad estinzione di candela vergine, per l'aggiudicazione dei lavori di costruzione della strada che da Caprarola va al confine di Ronciglione.

L'incanto verrà aperto sulla somma di lire italiane 41,358 40.

I concorrenti per essere ammessi all'asta dovranno presentare:

1. Un certificato di moralità rilasciato in tempo prossimo all'incanto dalla autorità del luogo di domicilio dei concorrenti.

2. Un attestato di un ingegnere, confermato dal prefetto o sottoprefetto, il quale sia stato rilasciato da non più di sei mesi ed assicuri che l'aspirante, o la persona che sarà incaricata di dirigere sotto la sua responsabilità ed in sua vece i lavori, ha le condizioni e capacità necessarie per l'eseguimento o direzione dei lavori d'appaltarsi.

3. Depositare preventivamente la somma di lire italiane mille in valuta legale come cauzione provvisoria a guarentigia dell'asta, ed all'atto della stipulazione del contratto d'appalto una cauzione definitiva di lire tremila in valuta legale, od in cedola del Debito Pubblico dello Stato al valore corrente, oppure una valida ipoteca sui fondi di valore doppio della detta cauzione.

I lavori dovranno essere principiati subito che avrà luogo la regolare consegna, e dovranno essere ultimati nel periodo di anni quattro.

I disegni, campioni, ed il capitolato di appalto sono visibili nella segreteria comunale nelle ore d'ufficio.

La delibera seguirà colla riserva della vigesima, la cui scadenza verrà annunciata con separato avviso.

Si osserveranno infine nell'appalto le formalità prescritte dal regolamento sulla Contabilità dello Stato.

Caprarola, li 21 agosto 1879.

Il Sindaco: L. FANTINI.
3830 *Il Segretario*: DOMENICO ANTINELLI.

PREFETTURA DELLA PROVINCIA DI TORINO

AVVISO D'ASTA.

Essendosi in tempo utile fatto il ribasso del 6 per cento al prezzo di primo deliberamento dell'appalto sottoindicato, si avverte il pubblico che nel giorno 11 prossimo settembre, alle ore 10 antimeridiane, si terrà presso questa Prefettura altro incanto per l'appalto stesso, con avvertenza che il deliberamento sarà definitivo ed avrà luogo qualunque sia il numero dei concorrenti.

Appalto del servizio di trasporto dei detenuti, dei corpi di reato e delle scorte armate per la provincia di Torino, durante il quinquennio 1880-1884, *il cui importo si calcola per approssimazione nella complessiva somma di lire* 112,000.

L'appalto ha luogo in base ai prezzi e secondo le norme apparenti dagli articoli 15 e 32 del relativo capitolato in data 14 settembre 1871 che qui sotto si trascrivono (*), sotto deduzione del già fatto ribasso del 6 70 per cento.

L'asta seguirà col metodo della candela vergine e sotto l'osservanza delle prescrizioni contenute nel regolamento 4 settembre 1870 sulla Contabilità generale dello Stato.

Per poter adire all'asta dovranno i concorrenti fare un preventivo deposito in valori legali ed effettivi di lire 1000, deposito che verrà loro restituito tosto dopo l'asta, ad eccezione dell'aggiudicatario, al quale sarà ritenuto per garanzia della fatta offerta.

Le offerte verbali in ribasso ai prezzi infra notati (art. 32) dovranno farsi in ragione di un tanto per cento e non potranno essere minori di 25 centesimi caduna.

Avvenuta la definitiva aggiudicazione dovrà il deliberatario stipulare regolare contratto e prestare una cauzione di lire 5600 o in contanti o in titoli del Debito Pubblico al corso di Borsa, con diffidamento che non adempiendo a questa condizione nel termine di otto giorni successivi a detta aggiudicazione incorrerà nella perdita del fatto deposito e si procederà a nuovo incanto.

Tutte le altre condizioni dell'appalto, come anche il modo di pagamento, si contengono nel capitolato 14 settembre 1871 anzi citato, del quale si potrà avere visione presso questa Prefettura in tutte le ore d'uffizio.

Le spese d'asta e di contratto saranno a carico dell'aggiudicatario.

Torino, 18 agosto 1879.

Per detta Prefettura: E. LEGNANI.

(*) Art. 15. — I trasporti si distinguono nelle seguenti categorie:

a) Trasporto dei detenuti coi loro effetti, e dei corpi di delitto, come all'articolo 1, dal luogo di partenza, sia questo, o non sia, nell'interno dell'abitato, lungo le strade della provincia, o provincie comprese nell'avviso d'asta, insino alla prima stazione dei RR. carabinieri delle provincie limitrofe, non che fino a quelle carceri giudiziarie e stabilimenti penali, anche fuori della provincia o provincie, i quali fossero designati nel contratto;

b) Trasporti dei detenuti dal carcere alle locali stazioni ferroviarie, porti, luoghi d'imbarco e viceversa;

c) Trasporti dei corpi di reato nell'interno dell'abitato, quando i medesimi non possano trasportarsi dai RR. carabinieri, ed insieme coi detenuti, e perciò richiedano un apposito mezzo di trasporto con carro a cavalli o con bestia da soma. Si considerano nell'interno dell'abitato anche quegli stabilimenti carcerari e quelle stazioni ferroviarie o punti d'imbarco che ne fossero fuori;

d) Trasporti di detti corpi di reato egualmente nell'interno, che possano portarsi con carretto a mano o a braccia o a dosso d'uomo;

e) Trasporti di detti corpi di reato che parimente si possano portare con carretto a mano od a braccia e a dosso d'uomo, dal luogo di partenza e dall'una all'altra stazione dei RR. carabinieri;

f) Trasporti dei detenuti e corpi di reato da farsi con barca sui laghi o lungo il corso dei fiumi o dei canali.

Art. 32. — L'appalto dei trasporti di cui al precedente articolo 15, lettera *a*, verrà aperto ai seguenti prezzi per ogni chilometro di strada da farsi per l'andata, escluse le frazioni di chilometro, ed escluso pure ogni assegnamento pel ritorno, salvo quanto più sotto si dispone:

Per ogni carro da un cavallo			L. 0 30
Per ogni carro o vettura cellulare		da 2 cavalli o buoi	„ 0 50
Id.	id.	da 3 cavalli	„ 0 65
Id.	id.	da 4 cavalli o buoi	„ 0 85
Per ogni cavallo o bestia da soma o per rinforzo ai veicoli			„ 0 25

Per ogni vettura od omnibus sospesi adoperati per speciale richiesta avranno luogo gli stessi prezzi assegnati per i carri e vetture cellulari con l'aumento del 20 per cento.

Pel trasporto di detenuti e corpi di reato col ritorno della corsa saranno pagati due terzi del prezzo ordinario in proporzione del numero di detenuti sulla base delle presenti tariffe.

Se col ritorno della corsa avrà luogo, dietro ordine scritto, il trasporto dei RR. carabinieri che furono di scorta, sarà pagata la metà del prezzo fissato per l'andata, sia nel caso di traporti ordinari che di trasporti straordinari con rinforzo.

Occorrendo simultanee partenze di più veicoli ed essendo nelle richieste compreso l'ordine di ritorno per i RR. Carabinieri, la corrisposta dovuta allo appaltatore (in ragione della metà del prezzo fissato per l'andata), dovrà intendersi ragguagliata limitatamente a quel numero di veicoli che sarà riconosciuto strettamente necessario per il trasporto riunito dei singoli individui appartenenti alle diverse scorte.

Le regole suaccennate pei trasporti al ritorno avranno luogo eziandio ove siano eseguiti con vetture ed omnibus sospesi, fermo l'aumento del 20 per cento, con la riduzione però sempre di un terzo o di una metà secondo il previsto ai precedenti alinea.

Quando la distanza a percorrersi sarà al disotto di quindici chilometri, e per circostanze eccezionali i detenuti non possano essere tradotti a piedi, il prezzo dei trasporti verrà regolato sulla media invariabile di 15 chilometri, qualunque sia il viaggio effettuato. Questa regola non sarà applicabile ai rinforzi, pei quali dovrà calcolarsi soltanto la distanza effettivamente percorsa.

L'appalto dei trasporti di cui alla lettera *b* si aprirà al prezzo di lire 5 per ogni vettura cellulare od omnibus sospeso, ed al prezzo di lire 3 per ogni altro veicolo, senza distinzione di capienza, o di numero di cavalli, con avvertenza che il concessionario non possa mai servirsi di due veicoli per trasporti eseguibili con un solo, e che pei trasporti col ritorno della corsa valgano le stesse norme fissate per l'antecedente categoria di trasporti.

L'appalto dei trasporti di cui alla lettera *c*, articolo 15, verrà aperto al prezzo di lire 2 per ogni trasporto, senza distinzione del mezzo adoperato, ma con le avvertenze sopra designate pei trasporti alla lettera *b*.

L'appalto pei trasporti di cui alla lettera *d* dell'articolo 15 sarà aperto al prezzo di lire 1 per ogni trasporto, con le avvertenze sovra enunciate, escluso, s'intende, quanto riguarda la scorta.

L'appalto di cui alla lettera *e* dell'articolo 15 si aprirà al prezzo di lire 3 per ogni trasporto, con le avvertenze come pei trasporti alla lettera *d*.

L'appalto dei trasporti di cui alla lettera *f* verrà aperto agli stessi prezzi fissati pei trasporti alla lettera *a*, con avvertenza che una barca a due rematori si pareggia ad un carro ad un cavallo, una a tre rematori ad un carro a due cavalli, una a quattro rematori ad un carro a tre cavalli.

Con la barca deve senza compenso trasportarsi anche la forza armata di scorta sì nell'andata che nel ritorno.

Se nel ritorno la barca trasporterà detenuti si pagherà la metà del prezzo di andata.

Le distanze percorse per un trasporto continuativo e per terra e per acqua, cioè con carro e di seguito con barca, non sono computate separatamente, ma cumulativamente, pagandosi in tal caso il prezzo che si pagherebbe se il trasporto fosse eseguito o per terra o per acqua. 3823

MUNICIPIO DI MESSINA

2° Avviso d'Asta.

Conseguentemente alla nuova deserzione d'asta verificatasi ieri per l'appalto in sette lotti dei lavori di costruzione di una sezione di magazzini generali nel sito detto di Terranova, di cui nell'avviso d'asta 7 volgente agosto, cioè:

Lotto 1° — Magazzino e capannone segnati in pianta col n. 1, del presunto valore complessivo di					L. 118,000
Lotto 2° — I due magazzini segnati		n. 2,	importanti		„ 163,000
Lotto 3°	Idem	id.	n. 3,	id.	„ 163,000
Lotto 4°	Idem	id.	n. 4,	id.	„ 163,000
Lotto 5°	Idem	id.	n. 5,	id.	„ 163,000
Lotto 6° — Il magazzino e capannone segnati n. 6, importanti					„ 120,000
Lotto 7° — I due capannoni segnati n. 7, importanti					„ 148,000

Il sindaco, in esecuzione al deliberato del Consiglio comunale 30 luglio u. s. e della Giunta in data di ieri stesso, notifica che a mezzogiorno del giovedì 4 settembre prossimo, in questo ufficio municipale, procederà a nuovo incanto per asta pubblica a schede segrete, e con abbreviazione di termini, onde addivenire al provvisorio deliberamento dell'appalto o appalti corrispondenti alle stesse basi e condizioni cennate in detto avviso d'asta 7 agosto andante, cioè:

Per l'eseguimento di tutti i detti lavori è assegnato il termine di mesi 20 dalla consegna dell'area corrispondente.

I capitolati di appalto, disegni, profili, ed altro, relativi alle opere suddette, con le modifiche sopra indicate, sono visibili nel 3° uffizio di questa Municipalità.

Ogni offerente dovrà presentare un socio che solidalmente con lui assuma tutti gli obblighi corrispondenti. Entrambi, o per lo meno uno di loro, dovranno comprovare la propria idoneità mediante analoghi attestati di data non anteriore a sei mesi, nei quali sia fatto cenno delle principali opere dai medesimi eseguite od all'eseguimento delle quali avranno preso parte.

Ogni offerta dovrà contenere il ribasso di un tanto per cento sull'importo dei lavori, un deposito provvisorio equivalente ad 1/50 del montare dell'appalto cui esso si riferisce, in valori legali, a cautela dell'asta, ed altro equivalente a 0 75 per cento, in effettivo, a conto delle tasse e spese di aggiudicazione, con obbligo a depositare alla stipula del contratto la cauzione diffinitiva equivalente ad 1/10 della somma preventivata, e con pieno riferimento ai capitolati superiormente accennati.

Il termine utile (fatali) per i ribassi del ventesimo, dopo il primo deliberamento, è fissato a giorni dieci, ed andrà a spirare a mezzogiorno del 19 settembre p. v.

L'aggiudicazione seguirà distintamente lotto per lotto; in parità di condizioni saranno preferite le offerte comprendenti un maggior numero di lotti.

Non si addiverrà ad aggiudicazione se non vi saranno almeno due offerte per tutti o per ciascun lotto, o se il ribasso offerto non raggiungerà il minimo segnato nella scheda d'ufficio.

Messina, 22 agosto 1879.

Il Sindaco: Comm. G. CIANCIAFARA.

Il Segretario capo: A. MASCHELLA.

3877

INTENDENZA DI FINANZA IN MACERATA

Col presente avviso viene aperto il concorso pel conferimento delle seguenti rivendite di generi di privativa:

Numero d'ordine	N° della Rivendita	COMUNE	BORGATA o contrada	Reddito lordo a tabacchi	Magazzino per le leve	OSSERVAZIONI
1	6	S. Severino	Nel comune	235 38	Camerino	Destituz. del titolare
2	1	Fiuminata	Castello	88 96	Id.	Rinuncia del titolare
3	1	Cingoli	Troviggiano	144 52	Macerata	Id.
4	1	Camerino	Fonte Capo-Piaggia	40 »	Camerino	Istituzione
5	1	S Severino	Serralta	119 39	Id.	Rinuncia del titolare
6	1	Visso	Uscita	124 44	Id.	Id.
7	1	Gagliole	Nel comune	70 29	Id.	Id.
8	6	Recanati	Id.	635 82	Macerata	Destituz. del titolare

Ciascuna rivendita sarà conferita a norma del R. decreto 7 gennaio 1875, numero 2336 (Serie 2ª).

Gli aspiranti dovranno presentare a questa Intendenza, nel termine di un mese dalla data della inserzione del presente nella *Gazzetta Ufficiale del Regno*, e nel giornale per le inserzioni giudiziarie della provincia, le proprie istanze in carta da bollo da cent. 50, corredate del certificato di buona condotta, della fede di specchietto, dello stato di famiglia e dei documenti comprovanti i titoli che potessero militare a loro favore.

Le domande pervenute all'Intendenza dopo quel termine non saranno prese in considerazione.

Le spese della pubblicazione del presente avviso staranno a carico del concessionario.

Macerata, addì 23 agosto 1879.

3863 *L'Intendente:* PERI.

INTENDENZA DI FINANZA IN FORLI'

Col presente avviso viene aperto il concorso pel conferimento delle rivendite di generi di privativa:

N. 1. Situata nel comune di S. Giovanni in Marignano, assegnata per le leve al magazzino di Morciano e del presunto reddito lordo di lire 475 99.

N. 1. Situata nel comune di Monte Colombo, nella località detta Osteria Nuova, assegnata per le leve al magazzino di Morciano e del presunto reddito lordo di lire 120.

N. 1. Situata nel comune di Pian di Castello, provincia di Pesaro, assegnata per le leve al magazzino di Morciano, del presunto reddito di lire 58 87.

N. 1. Situata nel comune di Predappio, assegnata per le leve al magazzino di Forlì, del presunto reddito lordo di lire 919 92.

N. 1. In comune di Forlì, nella località Ponte Nuovo fuori di Porta Ravaldino, assegnata per le leve al magazzino di Forlì e del presunto reddito di lire 200.

N. 1. In comune di Sogliano al Rubicone, frazione di Bagnolo, assegnata per le leve al magazzino di S. Arcangelo, del presunto reddito di lire 200.

Le rivendite saranno conferite a norma del R. decreto 7 gennaio 1875, numero 2336 (Serie 2ª).

Gli aspiranti dovranno presentare a questa Intendenza, nel termine di un mese dalla data della inserzione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale del Regno*, e nel giornale per le inserzioni giudiziarie della provincia, le proprie istanze su carta da bollo da centesimi 50, corredate del certificato di buona condotta, della fede di specchietto, dello stato di famiglia, e dei documenti comprovanti i titoli che potessero militare a loro favore.

Le domande pervenute all'Intendenza dopo quel termine non saranno prese in considerazione.

Le spese della pubblicazione del presente avviso staranno a carico del concessionari.

Forlì, addì 21 agosto 1879.

3865 *L'Intendente:* E. BASSANO.

CAMERANO NATALE, *Gerente* | ROMA — Tip. EREDI BOTTA.

INTENDENZA DI FINANZA IN SALERNO

AVVISO D'ASTA (N. 859)

per la vendita dei beni pervenuti al Demanio per effetto delle leggi 7 luglio 1866, numero 3036, e 15 agosto 1867, numero 3848.

Si fa noto al pubblico che alle ore 10 antimerid. del giorno 17 settembre 1879, nella Intendenza di Finanza di Salerno, alla presenza del sig. intendente delegato dalla Commissione provinciale di sorveglianza, coll'intervento di un rappresentante dell'Amministrazione finanziaria, si procederà ai pubblici incanti per l'aggiudicazione a favore del migliore offerente dei beni infradescritti.

CONDIZIONI PRINCIPALI.

1. L'incanto sarà tenuto per pubblica gara col metodo della candela vergine e separatamente per ciascun lotto.
2. Sarà ammesso a concorrere all'asta chi avrà depositato a garanzia della sua offerta il decimo del prezzo pel quale è aperto l'incanto, nei modi determinati dalle condizioni del capitolato.
3. Le offerte si faranno in aumento del prezzo d'incanto, non tenuto calcolo del valore presuntivo del bestiame, delle scorte morte e delle altre cose mobili esistenti sul fondo e che si vendono col medesimo.
4. La prima offerta in aumento non potrà eccedere il *minimum* fissato nella colonna 9ª dell'infrascritto prospetto, e le successive offerte non potranno essere minori della somma stabilita nella stessa colonna.
5. Saranno ammesse anche le offerte per procura nel modo prescritto dagli articoli 96, 97 e 98 del regolamento 22 agosto 1867, n. 3852.
6. Non si procederà all'aggiudicazione se non si avranno almeno due concorrenti.
7. Entro dieci giorni dalla seguita aggiudicazione, l'aggiudicatario dovrà depositare la somma sottoindicata nella colonna 8ª in conto delle spese e tasse relative, salva la successiva liquidazione.

Le spese di stampa, di affissione e d'inserzione nei giornali del presente avviso d'asta staranno a carico dell'aggiudicatario, o ripartite fra gli aggiudicatari, in proporzione del prezzo di aggiudicazione.

8. La vendita è inoltre vincolata all'osservanza delle condizioni contenute nei capitolati generale e speciale dei rispettivi lotti; quali capitolati, non che gli estratti delle tabelle e i documenti relativi, saranno visibili tutti i giorni dalle ore 12 merid. alle 2 pom. nell'ufficio suindicato.
9. Non saranno ammessi successivi aumenti sul prezzo di aggiudicazione.
10. Le passività ipotecarie che gravano lo stabile rimangono a carico del Demanio, e per quelle dipendenti da canoni, censi, livelli, ecc., è stata fatta preventivamente la deduzione del corrispondente capitale nel determinare il prezzo d'asta.

AVVERTENZA.

Si procederà ai termini degli articoli 402, 403, 404 e 405 del Codice penale italiano contro coloro che tentassero impedire la libertà dell'asta, od allontanassero gli accorrenti con promesse di danaro o con altri mezzi sì violenti che di frode, quando non si trattasse di fatti colpiti da più gravi sanzioni del Codice stesso.

Nº progressivo dei lotti	N. della tabella corrispondente	DESCRIZIONE DEI BENI — DENOMINAZIONE E NATURA	SUPERFICIE in misura legale	SUPERFICIE in antica misura locale	PREZZO d'incanto	DEPOSITO per cauzione delle offerte	DEPOSITO per spese e tasse	MINIMUM delle offerte in aumento al prezzo d'incanto	PRECEDENTE ultimo incanto	Numero del prospetto precedente
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
1	6477	Nel comune di Giffoni Vallepiana. — Provenienza dal Monastero dei Benedettini Cassinesi di Cava dei Tirreni. — 1. Seminatorio con querce detto Serroni, confina con l'antica strada comunale fra i due Giffoni sul lato settentrione, oriente colla proprietà degli eredi Fortunato, mezzogiorno strada consortile, ed occidente coi fondi dei signori Carusi e Nicola di Napoli. In catasto all'articolo 966, sez. E. n. 35. — 2. Altro seminatorio detto Serroni o Pezzottelle, con casa colonica ed un'aia attaccata, e con diverse piante di querce ed altro, diviso in due parti in corrispondenza della precedente, ma al disotto della consortile, confinante la prima a settentrione col vallone S. Rocco, ad occidente con la via pubblica che mena al Camposanto, ad oriente e mezzogiorno colla proprietà di Giovanni Mancusi, la seconda confina a settentrione coi beni di Francesco Visconti, ed oriente con Vincenzo Visconti, a mezzogiorno col fiume Calavese, ed occidente col vallone Ben Mercato e la proprietà di Felice Russomando. In catasto all'art. 966, sez. E, n. 34.	34 97 75	85 00	60,982 80	6098 28	3600 »	200 »	24 luglio 1870 — Avviso n. 125	131

Salerno, 16 agosto 1879. 3848 *L'Intendente di Finanza*: C. PINNA C.

REGIO TRIBUNALE CIVILE
di Roma.

A richiesta del sig. procuratore generale della Regia Corte dei conti sedente in Roma,

Io Garbarino Michele usciere del Tribunale sullodato ho citato il sig. Pasquale Greco, d'incognito domicilio, residenza e dimora a comparire avanti la sezione terza della prefata Corte il giorno sei dicembre corrente anno 1879, per sentire, in base della decisione 25 luglio 1878, autorizzare la Direzione Generale del Demanio e delle tasse di espropriare ed incamerare tanta parte della rendita vincolata il 9 giugno 1874, col numero 153994, intestata a favore di Arenare Teresa fu Domenico vedova di Ruggero Greco per quanto basti a rimborsare l'erario del prezzo di ett. 21 24 di frumento compresi gli interessi e le spese del giudizio, con avvertimento che il presidente della Regia Corte dei conti colla stessa ordinanza che fissa l'udienza del 6 dicembre 1869 stabilisce a tutto il giorno 22 novembre stesso anno il termine utile per depositare nella segreteria di detta sessione tutti quei documenti che sì la Procura generale, come il citato crederanno nel respettivo loro interesse.

Roma, 21 agosto 1879.

3843 GARBARINO MICHELE usciere.

PROVINCIA DI TERAMO

Consorzio stradale Isola-Castiglione della Valle-Tossiccia

Avviso d'Asta.

Si fa noto al pubblico che alle ore 11 antim. del 29 settembre 1879, in una sala della Prefettura di Teramo, avanti il sottoscritto presidente, si procederà, col metodo delle offerte segrete, all'appalto dei lavori di costruzione del ponte sul fosso di Tossiccia, sul costo preventivo di lire 53,000, giusta il progetto di arte e capitolato ostensibili in detta Prefettura.

I concorrenti per essere ammessi all'asta dovranno presentare un certificato di moralità dell'autorità del rispettivo domicilio, ed un certificato di idoneità rilasciato da un ingegnere, confermato dal prefetto o sottoprefetto, col visto dell'ingegnere capo del R. Genio civile di Teramo e del sottoscritto presidente dell'Amministrazione consortile, e dovranno prestare una cauzione provvisoria di lire 2000 in denaro.

Le offerte di ribasso saranno in lire od in frazioni decimali di lira.

I termini per le offerte in grado di ventesimo scadranno col giorno 20 ottobre 1879, alle ore 12 meridiane precise.

L'aggiudicatario dovrà prestare una cauzione definitiva di lire 9000 in denaro o in rendita del Debito Pubblico al corso del giorno del deposito.

I lavori dovranno esser compiuti entro il termine di anni due dalla data del verbale di consegna.

Tutte le spese d'asta e del contratto sono a carico dell'aggiudicatario.

Teramo, li 25 agosto 1879.

Il Presidente dell'Amministrazione consortile: GIO. DE ANGELIS.

3882 *Il Segretario di Prefettura delegato ai contratti*: BEVILACQUA.

AVVISO.
(1ª *pubblicazione*)

Ernesto Silvestri nella qualità di usufruttuario e di amministratore dei beni del figlio minorenne Gennaro Silvestri, Marietta ed Egina Silvestri usufruttuarie, proprietari, domiciliati e residenti in Città S. Angelo, fanno noto di aver avanzata e presentata in data 23 agosto 1879 al Tribunale civile di Teramo domanda per ottenere lo svincolamento della cauzione data dal defunto notaio Gaetano Silvestri, che aveva residenza in Città S. Angelo, in lire 850, ai 27 febbraio 1841 per l'esercizio delle sue funzioni.

Teramo, 24 agosto 1879.

3873 AGOSTINO GIOSIA proc.

REGIA PRETURA
del 1º mandamento di Roma.

Si deduce a pubblica notizia che con atto di questa cancelleria sotto oggi stesso la signora Adelaide Berrettini dichiarava di accettare col beneficio dell'inventario l'eredità testata del di lei marito Ignazio De Santis, decesso in Roma il 14 maggio 1879, nel domicilio in via dei Serpenti, n. 138, che già erasi proceduto all'inventario per gli atti del notaio Serafini.

Dalla cancelleria della Pretura del suddetto mandamento, li 25 agosto 1879.

3890 Il canc. GRANELLI.

ESATTORIA DI PALIANO — COMUNE DI PALIANO

Avviso per vendita d'immobili.

Il sottoscritto Esattore fa pubblicamente noto che a ore 10 antimeridiane del giorno 15 settembre 1879, nel locale della Pretura di Paliano, coll'assistenza degli ill.mi signori pretore e cancelliere della Pretura del mandamento di Paliano, si procederà alla subasta dei seguenti fondi a carico degli individui appresso notati debitori d'imposte.

1. A danno di Fabrizi Andrea del fu Francesco — Terreno in contrada Pacciano, confinanti Colonna principe, Fabrizi Pietro e strada in due lati, estensione are 3 93, sez. 2ª, part. 2564, valore censuario scudi 26 65. Libero.

Bosco da frutto in contrada Le Pastine, confinanti Colonna principe, strada, fosso e Bernola Raimondo, estensione are 3 47, sez. 3ª, part. 928, 929, 930, 946, valore censuario scudi 7 29. Libero.

Ambedue i sopradescritti fondi hanno il valore complessivo di lire 147 60, liquidato a termini dell'art. 163 del Codice procedura civile.

2. A danno di Mari Giovanni fu Salvatore e Rossignoli Letizia — Casa al vicolo Capocroce, confinanti Moroni Luigi, Rojate Anna e strade, sezione 1ª, part. 329/3, reddito imponibile lire 22 50, prezzo lire 240. Libera.

3. A danno di Damiani Giuseppe del fu Vincenzo — Casa colonica, seminativo vitato, contrada Argolli Virano, confinanti Tucci Ercole, Tucci Savo Benedetto, e strada, estensione are 6 45, sez. 1ª, part. 1954 e 1955, reddito catastale lire 34 12. Libera.

Terreno seminativo vitato, contrada Le Pastine, confinanti Cesari Luigi dotali, fosso, strada, estensione are 3 41, sez. 3ª, part. 948, valore censuario lire 22 57. Libero.

Terreno seminativo, contrada Rini, confinanti fosso che interseca, Dorascenzi Giuseppe e Luigi, e Lauretti Raffaele dotali, estensione are 4 22, sezione 2ª, part. 1342, 1345, valore censuario lire 17 52. Libero.

I sopradescritti tre fondi hanno complessivamente il valore di lire 315 60, liquidato a termini dell'art. 663 del Codice di procedura civile.

4. A danno di Pizzuti Geltrude del fu Filippo — Casa in contrada Vicolo del Carmine, confinanti Colonna principe, Romano Francesco e Martini Filippo, sez. 1ª, part. 601/2, reddito imponibile lire 37 50, prezzo liquidato lire 240, enfiteutica a Coltellacci Angelo fu Benedetto col canone di lire 20.

5. A danno di Prili Salvatore del fu Francesco — Casa in contrada Vicolo Censi, confinanti Ruzzetti Vincenzo, Spera Angelo, Montesanti Domenico e fratelli e strada, sez. 1ª, part. 178/1, reddito imponibile lire 11 25.

Casa in contrada Via Umberto, confinanti Tucci Ercole, Massa Anna e strada, sez. 1ª, part. 351/2, 2528, reddito imponibile...

Il valore liquidato dei suddetti due fondi a termini dell'art. 663 del Codice di procedura civile è di lire 285 60.

6. A danno di Marielli Vincenzo e Domenico fu Luigi — Casa in contrada Vicolo del Carmine, confinanti Marielli Francesco, Colonna principe, Giordani Filomena e strada, sez. 1ª, part. 637/1, 638/1, 639/1, 641/1, reddito imponibile lire 63 75, prezzo liquidato lire 336 40.

7. A danno di Pizzale Anna Maria fu Filippo, vedova Caporilli — Casa in contrada Vicolo Dorascenzi, confinanti Coltellacci Arcangelo, Marielli Vincenzo e strada, sezione 1ª, particelle 640/2, 2557, reddito imponibile lire 54 75. Libera.

Casa in contrada Via del Forte, confinanti Maccafani eredi di Dionisio, Tranquilli Paolo e strada, sez. 1ª, part. 759/2, 763, reddito imponibile lire 43 50. Libera.

I suddetti fondi hanno il valore complessivo di lire 624, liquidato a termine dell'articolo 663 del Codice di procedura civile.

8. A danno di Giannetti Filomena del fu Angelo in Passa — Casa in via Margherita, confinanti Giannetti Giuseppe, Fiore Giovanni e strada in due lati, sez. 1ª, part. 807/2, reddito imponibile lire 90. Libera.

Stalla in via Margherita, confinanti Massimei dott. Alessandro, Cencia-relli Raffaele e strada, sezione 1ª, particella 817/1, reddito imponibile lire 15. Libera.

Il prezzo dei suddetti due fondi, liquidato a termini dell'articolo 663 del Codice di procedura civile, è complessivamente di lire 680 40.

9. A danno di Bizzarri Maria Teresa, Ruzzetti Maria Teresa vedova Tiddi, giusta il certificato rilasciato dal sindaco — Terreno in contrada Copieccia confinanti Pantellini Andrea, Tucci Ercole e Compagnia del Suffragio, estensione are 3 59, sez. 3ª, part. 139, reddito imponibile lire 22 50, prezzo liquidato lire 91 80. Dominio diretto, colono Bove Raffaele fu Vincenzo.

10. A danno di Damiani Saverio fu Salvatore e figli — Casa in contrada Vicolo Censi, confinanti D'Antonio Filomena in Capitani, Censi Girolamo e strada, sezione 1ª, part. 183/2, reddito imponibile lire 26 25, prezzo liquidato lire 168. Libera.

11. A danno di Ficoroni Angela fu Giuseppe in Imperoli — Casa in contrada Galera, confinanti Ficoroni D. Luigi e sorelle, Giorgi Pietro e Vincenzo e strada in due lati, sez. 1ª, part. 284/3, reddito imponibile lire 37 50, prezzo lire 192. Libera.

12. A danno di Cenciarelli Cecilia del fu Angelo, vedova Alviti — Terreno in contrada Fontana Paradiso, confinanti eredi Petresca, Colonna principe e strada, estensione are 7 75, sez. 2ª, part. 1757, valore censuario scudi 42 78, prezzo liquidato lire 186. Libero.

L'aggiudicazione verrà fatta al migliore offerente.

Le offerte devono essere garantite da un deposito in denaro corrispondente al 5 per cento del prezzo come sopra determinato per ciascun immobile, nè al primo incanto possono essere minori del prezzo minimo assegnato a ciascuno immobile.

Il deliberatario o deliberatari dovranno sborsare l'intero prezzo nei tre giorni successivi all'aggiudicazione, e più pagare tutte le spese d'asta, tassa di registro e contrattuali.

Occorrendo eventualmente un secondo e terzo incanto, il primo di questi avrà luogo il 22 settembre 1879 ed il secondo nel giorno 29 detto, nel luogo ed ore suindicati.

Paliano, li 15 agosto 1879.

3880 Per l'Esattore — *Il Collettore*: RUGGERO BERTINI.

STRADE OBBLIGATORIE

PROVINCIA DI GENOVA — CIRCONDARIO DI SAVONA

COMUNE DI STELLA

Avviso d'Asta.

Si deduce a pubblica notizia che alle ore 10 antimeridiane del giorno 10 del prossimo venturo settembre si procederà in questa Casa comunale, e nanti la Giunta comunale, all'appalto dei lavori di costruzione della strada obbligatoria che dalla provinciale di Sassello tende a San Bernardo (Stella), della lunghezza di metri 2980, giusta il progetto dell'ingegnere Guani Giuseppe, debitamente approvato dalla R. Prefettura, per l'importo di lire 42,000.

Importo dei lavori:

	A misura	*A corpo*
Movimenti di terra	10,482 41	
Scavi di fondazione	515 17	
Murature diverse in calce e a secco	22,048 39	
Opere diverse ed imprevisti	7,704 03	
Compenso a corpo per l'armatura	»	750 »
Maggior compenso per tracciamento manutenzione strada.	»	500 »
	40,750 »	1,250 »
Totale	42,000 »	

S'invita perciò chiunque aspiri al suddetto appalto di comparire ove sopra, nel giorno ed ora avanti indicati, per fare le loro offerte in diminuzione della somma anzidetta, che non potranno essere minori di L. 1 per cento.

L'asta avrà luogo all'estinzione della candela vergine a favore dell'ultimo migliore offerente in diminuzione della somma anzidetta, sotto la osservanza delle condizioni di cui nel relativo capitolato in data 2 febbraio 1877, e di quello generale annesso alle istruzioni del Ministero dei Lavori Pubblici 29 febbraio 1872.

Le opere si appaltano sia a corpo, sia a misura, ed ai prezzi unitari descritti in apposito elenco.

Il termine per l'esecuzione dei lavori rimane stabilito di anni tre a decorrere dalla data del verbale relativo alla regolare consegna dei lavori all'appaltatore, e la collaudazione finale dei lavori avrà luogo dopo sei mesi dalla data alla loro ultimazione, regolarmente accertata mediante apposito certificato dell'ingegnere direttore.

L'appaltatore dovrà accettare per le valutazioni delle giornate derivanti dalle prestazioni in natura e per le operazioni in conversioni i prezzi stabiliti dalla tariffa già approvata dal comune, come è indicato all'articolo 34 del capitolato.

I pagamenti in acconto saranno fatti per rate di lire 4000 caduna a misura dei corrispondenti avanzamenti di lavoro regolarmente eseguito, sotto deduzione del ribasso d'asta e di una ritenuta del decimo, da conservarsi questo nella cassa dell'Amministrazione a guarentigia dell'esatto adempimento per parte dell'impresario di tutti gli obblighi contrattuali.

Sarà pure ritenuta all'impresario una somma uguale al numero delle prestazioni in natura, ove queste abbiano avuto luogo, calcolate al prezzo della tariffa sopra indicata.

La ritenuta del 10 per 100 e l'ultima rata a saldo non saranno pagate allo impresario se non dopo eseguita la finale collaudazione dei lavori dell'appalto ed approvato dall'autorità superiore il relativo verbale.

Si prevengono gli aspiranti che non saranno ammesse a far partito se non le persone di conosciuta idoneità, munite di un certificato di data non anteriore di sei mesi, spedito da un ingegnere reggente degli uffici tecnici dello Stato e della provincia, ed a garanzia della loro offerta dovranno fare un deposito in denaro di lire duemila, come cauzione provvisoria a guarentigia dell'asta.

I termini fatali per la presentazione di una offerta di ribasso non inferiore al ventesimo del prezzo aggiudicato sono stabiliti a giorni 15, i quali scadranno al mezzodì del giorno 26 settembre suddetto.

Il deliberatario dovrà nel termine di giorni 10 successivi al deliberamento definitivo stipulare il relativo contratto con cauzione definitiva in danaro di lire 4000, od in cedola del Debito Pubblico al valore corrente.

Il capitolato e le carte tutte relative al progetto sono visibili a chiunque nella segreteria di questo comune dalle ore 10 antimeridiane alle 2 pomeridiane di cadun giorno.

Tutte le spese relative all'asta ed alla stipulazione del contratto, di bollo, di registro e copie relative, sono a carico dell'imprenditore.

Stella, 13 agosto 1879.

Per la Giunta

3871 *Il Segretario*: GIUSEPPE CAVAGNARO.

ESATTORIA CONSORZIALE DI GENAZZANO

Avviso per vendite coatte d'immobili.

Il sottoscritto Esattore fa pubblicamente noto che a ore 10 antimeridiane del giorno 19 settembre 1879, nel locale della Regia Pretura, coll'assistenza degli illustrissimi signori pretore e cancelliere della Pretura del mandamento di Genazzano, si procederà alla vendita a pubblico incanto degli immobili descritti nell'elenco che segue, a danno dei sottonotati debitori verso l'Esattore che fa procedere alla vendita.

1. A danno di Franceschetti Luigi fu Giovanni — Cantina di 1 vano al pianterreno, via del Papa, n. 46, sezione Genazzano, part. 443[1, redd. 5 62, confinanti Angelucci Filippo, Gasbara Giuseppe e strada. Prezzo lire 54 60.

2. A danno di Donnari Luigi e Niccola fu Giuseppe — Casa di 2 vani al 2° piano, via Supportici, n. 16, sez. Genazzano, part. 400[4, 401[2, redd. 11 25, confinanti Schiavella Filippo, Donnari Luigi e fratelli e Vannutelli Filippo. Prezzo lire 109 20.

3. A danno di Giorgi Gregorio fu Settimio — Bosco ceduo, vocabolo Marmota, estens. 1 80, sez. 1ª, part. 1656, redd. 2 34, confinanti Menichetti Gio. Battista, Religiosi Conventuali — Pascolativo olivato, vocabolo Passi, estensione 1 37, sez..., part. 3801, redd. 8 45, confinanti ora il Demanio e Salvati Francesco. Prezzo lire 66 40.

4. A danno di Alessandrini Camillo fu Filippo — Casa di 1 vano al primo piano, vocabolo via del Colacchio, n. 22, estens..., sez. Genazzano, particelle 175[1, 176[1, redd. 7 50, confinanti Cefaro Niccola, Ricci Angela e Corridori Vittoria. Prezzo lire 72 60.

5. A danno di Pantellini Antonio fu Francesco — Seminativo, vocabolo Palombara, estensione 3 90, sez. 1ª, part. 3647, redd. 10 18, confinanti Di Fazio Francesco da 2 lati e Pantellini Luigi. Prezzo lire 65 20.

6. A danno di Nanni Angela fu Vincenzo vedova Moschetti Giovanni, Nanni Giuseppina, Pietro e Vincenzo fu Gio. Carlo ed Ait Annibale, Luigia e Luigi di Pietro Paolo — Casa di 3 vani, vocabolo Vicolo Tanzi, nn. 15, 16, 17, est...., sez. Genazzano, part. 74, redd. 22 50, confinanti da tutti i lati con l'orto di Moschetti Gio. Carlo e Giovanni — Casa di 6 vani, vocabolo Via Bragaloni, n. 85, estens...., sez. Genazzano, part. 80[1, redd. 75, confinanti Moschetti Vincenzo, Vannutelli Fabrizio e fratello, e strada — Orto asciutto, vocab. Strada Nuova, estens. 0 60, sez. 1ª, part. 745, redd. 1 25, confinanti strada da un lato e da altri due, e Vannutelli Napoleone da altri due — Seminativo, vocabolo Stalle, estens. 0 10, sez....., part. 793, reddito 15, confinanti strada da un lato — Seminativo, vocabolo Stalle, estens. 0 12, sez...., part. 794, redd. 18, confinante da altri due Pigatti Filippo. Prezzo lire 238 50.

7. A danno di Di Fazio Antonio fu Giovanni — Pascolo, vocabolo Passi, estens. 7 10, sez. 1ª, part. 1620, redd. 6 60, confinanti Comune di Genazzano, Vannutelli Fabrizio e Francesco, Perini Rosa. Prezzo lire 38 20.

8. A danno di Gionne Egidio fu Vincenzo — Seminativo, vocabolo Valle, estens. 0 66, sez. 1ª, part. 4603, redd. 4 30, confinanti stradello, Giumenti Concetta e Mansella Supplizio — Seminativo, vocabolo Colle Pacciano, estens. 6 48, sez. 2ª, part. 2163, redd. 10 51, responsivo 1[4 alla Parrocchia di S. Nicola, confinanti Balbi march. Francesco, Ait Vincenzo e Gionne Gio. Andrea. Prezzo lire 58 40.

9. A danno di Perini Teresa fu Giovanni in Morelli Sante — Seminativo vitato, responsivo 1[4 a Giorgi Giuseppe, estens. 2 05, sez. 2ª, part. 387, reddito 4 12, confinanti Galizia Francesco, Galizia Pietro. Prezzo lire 12 60.

10. A danno di Fransesini Giacomo fu Pietrantonio — Seminativo vitato, vocabolo Concelle, resp. 1[4 a Colonna, estens. 1 07, sez. 1ª, part. 842, reddito 2 54, confinanti D'Attilia Angelo, D'Attilia Vincenzo e Morelli Domenico — Castagneto, vocabolo Colle Morud, resp. 1[4 a Colonna, estens. 1 78, sez...., part. 2085, redd. 2 42, confinanti Angelocola Antonio, Carini Pietro e Parrocchia di S. Nicola — Castagneto, vocabolo Ara Vendetta, resp. 1[4 a Colonna, estens. 1 22, sez...., part. 2218, redd. 1 26, confinanti strada, stradello e Rueca Francesco. Prezzo lire 18 95.

11. A danno di Lucci Arcangela fu Niccola, vedova usufruttuaria, ed Orzilli Giuseppe e Giacomo fu Carlo, proprietari — Seminativo vitato, vocabolo Sant'Antonio, libero, estensione 6 21, sez. 2ª, part. 645, reddito 38 44, confinanti strada, stradello e Vannutelli Francesco — Seminativo, vocabolo Formanchieri, libero, estensione 1 52, sez. ..., part. 2034, redd. 5 23, confinanti come sopra — Seminativo, vocabolo Maccareccia, responsivo 1[4 a Colonna, estensione 2 22, sez. 3ª, part. 447, reddito 0 90, confinanti confine di Valmontone, Fransesini Francesco e Galizia Giuseppe. Prezzo lire 265 40.

12. A danno di Di Marco Francesco, Giuseppe e Pietro fu Giacinto — Casa di un vano al primo piano, vocabolo Via San Paolo, n. 8, libera, sezione Genazzano, part. 293[1, reddito 9 00, confinanti Vannutelli Gaetano e fratello, Serangeli Vincenzo e Rossi Celestino. Prezzo lire 56 20.

13. A danno di Di Marco Giacinto fu Pietro — Bosco ceduo, vocabolo Biscia, responsivo 1[4 a Del Drago, estensione 2 45, sezione 1ª, part. 2697, reddito 1 72, confinanti stradello, Bruschini Alessandro e Vincenzo e Rossi Vincenzo. Prezzo lire 5 10.

14. A danno di Gionne Emilio fu Giuseppe — Castagneto, vocabolo Roanico, libero, estensione 2 48, sez. 2ª, part. 473, reddito 6 75, confinanti Gionne Caterina da due lati e Vannutelli Gio. Battista. Prezzo lire 41 40.

15. A danno di Paladini Antonio, Domenico, Giovanni, Maria, Niccola e Pietropaolo fu Giuseppe — Bosco da frutto, vocabolo Vasca Morone, responsivo 1[4 a Vaccari Angelo fu Sebastiano, ora Raganelli Vincenzo fu Antonio, estensione 4 55, sez. 1ª, part. 1597, reddito 4 27, confinanti comune di Genazzano, Giovannetti Lorenzo e Ambrosini Silvia. Prezzo lire 13 10.

16. A danno di Fransesini Giuseppe fu Pietro Paolo — Seminativo, vocabolo Retacci, responsivo 1[4 a Vannutelli Carolina, estensione 3 84, sez. 2ª, particella 213, reddito 2 50, confinanti Cerruti Pietro, Cerruti Innocenzo e fratelli e Toti Angelo. Prezzo lire 9 74.

17. A danno di Giovannetti Mariantonia fu Antonio vedova Sebastianelli Francesco — Bosco ceduo, vocabolo Passi, responsivo 1[4 a Colonna, estensione 4 66, sez. 1ª, part. 1632, 3446, reddito 3 24, confinanti comune di Genazzano, Giuli Carlo e Ricci Luigi. Prezzo lire 11 10.

18. A danno di Donnari Giuseppe fu Camillo — Seminativo vitato, vocabolo Ara dell'Olivo, libero, estensione 1 97, sez. 2ª, part. 338, reddito 13 83, confinanti Di Lello Pietro da 2 lati e dall'altro Donnari Francesco — Seminativo, vocabolo Intorghi, responsivo 1[4 a Del Drago, estensione 10 66, sez. ..., particella 294, reddito ..., confinanti strada, Menichetti Agapito e Clementi C. Giuseppe. Prezzo lire 105 20.

19. A danno di Marcelli Angela fu Federico in Vannini Vincenzo — Pascolo olivato, vocabolo Passi, responsivo 1[4 a Balbi marchese, estensione 0 61, sezione 1ª, part. 1751, reddito 2 54, confinanti Fransesini Antonio, Mansella Filippo, Clementi Giuseppe — Seminativo, vocabolo Piscarello, responsivo 1[4 a Colonna principe, canone di coppe 1[2 grano a Colonna principe, estens. 8 67, sez. 2ª, part. 1116, 2271, 2272, reddito 17 60, confinanti stradello, Balbi M. Francesco e Morelli Luisa — Seminativo vitato, vocabolo Valle Rotello, responsivo 1[4 alla Cappellania Moschetti, estensione 1 90, sez. .., part. 1226, reddito 3 05, conf. stradello, Mansella Giuseppe e Vannutelli Filippo. Prezzo lire ....

20. A danno di Ciprotti Giovanni fu Giuseppe — Pascolo, vocabolo Creta del Fossato, libero, estens. 1, sez. 1ª, part. 1854, redd. 2 33, confinanti fosso, stradello, strada e Benemeglio Maria e sorelle fu Niccola — Seminativo, vocabolo Creta del Fossato, libero, estensione 0 25, sez. ..., part. 1868, redd. 1 63, confinanti come sopra — Pascolo, vocabolo Creta del Fossato, libero, estensione 0 71, sez...., part. 3195, redd. 1 65, confinanti come sopra — Terreno seminativo, vocabolo Fossato, libero, estensione 2 78, sez. ..., part. 3201, redd. 5 84, confinanti come sopra — Terreno seminativo, vocabolo Fossato, libero, estensione 3 26, sez. ..., part. 3202, redd. 2 13, confinanti come sopra — Pascolo, Creta del Fossato, responsivo 1[4 a Balbi Marchese, estens. 0 61, sez. ..., part. 3889, reddito 1 42, confinanti come sopra. Prezzo lire 89 80.

21. A danno di Vannutelli Giovanni fu Gioacchino — Vigna, vocabolo Creta, libero, estens. 0 41, sez. 1ª, part. 948, red. 1 73, confinanti Profeta Vincenzo, Ceccobelli Domenico, Confraternita del Gonfalone — Castagneto, vocabolo Fraschetto, libero, estens. 1 12, sez. ..., part. 974, redd. 4 51, confinanti strada, Sebastianelli Nicola, Istituzione Egidi, Santelli P.te Agapito e fratello, Colonna, Doria principe D. Giovanni, Margognoni Angela, e Ait Domenico — Bosco ceduo, vocabolo Frascheto, libero, estens. 2 51, sez...., part. 975, reddito 3 32, confinanti come sopra - Pascolo olivato, vocabolo Frascheto, resp. 1[4 a Balbi Marchese, estens. 2 30, sez. ..., part. 1003, red. 5 91, confinanti come sopra — Castagneto, vocabolo Frascheto, libero, estens. 1 08, sez. ..., part. 1004, redd. 4 35, confinanti come sopra — Castagneto, vocabolo Frascheto, libero, estens. 3 78, sez. ..., part. 1006, redd. 10 28, confinanti come sopra — Castagneto, vocabolo Frascheto, libero, estens. 4 27, sez. ..., part. 1007, redd. 14 37, confinanti come sopra — Bosco ceduo, vocabolo Frascheto, responsivo 1[4 a Balbi Marchese, est. 0 58, sez. ..., part. 3568, redd. 0 67, confinanti come sopra — Bosco ceduo, voc. Frascheto, resp. 1[4 a Balbi Marchese, est. 1 82, sez. ..., part. 3569, reddito 1 45, confinanti come sopra — Pascolo, vocabolo Frascheto, libero, est. 0 40, sez. ..., part. 3114, redd. 0 47, confinanti come sopra — Castagneto, vocabolo Fraschetto, libero, est. 0 49, sez. ..., part. 3400, redd. 1 33, confinanti come sopra — Castagneto, vocabolo Frascheto, resp. 1[4 a Colonna principe, est. 5 45, sez. ..., part. 3555, redd. 9 48, confinanti come sopra — Seminativo, vocabolo Mola Giuli, libero, est. 5 40, sez. 1ª, part. 1473, redd. 26 03, confinanti fosso da tre lati e Senni Giuseppe — Seminativo, vocabolo Mola Giuli, libero, est. 5 92, sez. ..., part. 1474, redd. 17 94, confinanti fosso da un lato e da due altri lati Fransesini Franco — Terreno seminativo, vocabolo Colle Centiglio, est. 4 80, sez. ..., part. 1504, redd. 15 98, confinanti Lupicuti Anna Maria, Chiesa di S. Paolo, Clementi cav. Giuseppe — Seminativo olivato, Spanditore, est. 74, sez. ..., part. 1861, redd. 6 80, confinanti Chiesa di S. Nicola e Votini Francesco — Seminativo, vocabolo Ponte del Maco, resp. 1[4 a Colonna principe, estens. 4 85, sez. 3ª, part. 178, redd. 5 58, conf. fosso da due lati e da un altro Mansella principe Bernardino e fratelli. Prezzo lire 750 90.

22. A danno di Giorgi Luca fu Tommaso — Seminativo vitato e seminativo olivato, voc. Oreta, enf. a Vannutelli Napoleone, respons. 1[4, estens. 2 00, sez. 1ª, part. 819, 3508, reddito 3 10, confinanti Ascensi Francesco, Fransesini Antonio e fratelli e Silvestro Luigi. — Seminativo, voc. Colle Pacciano, responsivo a Balbi, estens. 8 03, sez. 2ª, part. 2528, 2529, reddito 10 17, confinanti stradello, Cefaro Domenico e Santolini Rosa. Prezzo lire 40 80.

23. A danno di Fantozzi Angelo fu Pasquale — Seminativo, voc. Colle dell'Otre, respons. 1[4 alla Confraternita del Sagramento, estens. 11 70, sez. 2ª, part. 1183, reddito 16 12, confinanti Ricci Raffaele, Mansella P.te Serafino e fratelli. Prezzo lire 49 80.

24. A danno di Gionne Giuseppe fu Carlo — Bosco ceduo, voc. Albucceto, respons. 1[4 a Colonna, estens. 3 15, sez. 1ª, part. 1670, reddito 2 50, confinanti fosso, Ronzani Giacomo e Giuseppe e Gionne Giovanni. Prezzo lire 7 50.

25. A danno di Bezzi Vincenzo fu Domenico — Casa di un vano al 2° piano, via del Papa, n. 60, libera, estens. ..., sez. Genazzano, part. 452[4, reddito 7 50, conf. Bezzi Giovanni, Pia istituzione Egidi e Bezzi Fabbrizio. Prezzo lire 45 20.

26. A danno Di Marco Gioacchino fu Pietro — Seminativo, voc. Colle della

Selva, responsivo 1\|4 alla Confraternita del Gonfalone, estens. 1 18, sez. 1ª, part. 4502, reddito 3 38, confinanti Di Marco Giovanni, confine di Olevano e Trinchieri eredi di Giuseppe. Prezzo lire 10 20.

27. A danno di Lanzi Antonio, Filomena, Giuseppe e Pietro fu Odoardo — Terreno seminativo vitato, voc. Montagna, respons. 1\|4 a Gionne Mariangela, estens. 4 60, sez. 1ª, part. 1112, reddito 5 50, confinanti Sebastiani Margherita, stradello e Debellis Giovanni, Cerruti Giuseppe. — Terreno seminativo vitato, voc. Retacci, respons. 1\|4 a Colonna, estens. 0 63, sez. 2ª, part. 207, reddito 1 11, confinanti Toti Marianna e Cerruti Marco, Cerruti Pietro. — Vigna, voc. Pozzarico, respons. 1\|4 al Beneficio di S. Paolo, goduto da Vannutelli, estens. 0 60, sez. ..., part. 1261, reddito 4 08, confinanti Silvestri Bernardino e Cerruti Innocenzo, strada, Cerruti. — Terreno seminativo vitato, Retacci, canone di barili uno e fogliette 85 mosto a Giuseppe in Giorgi Teresa, estensione 1 80, sez. .., part. 2508, reddito 1 55, confinanti Anna e Schiavella Filippo. Prezzo lire 75 60.

28. A danno di Bruni Angelo fu Marco — Terreno seminativo, voc. Palme, libero, estens. 2 17, sez. 2ª, part. 523, reddito 13 67, confinanti Rotondi Andrea e fratelli, Rotondi Lorenzo e Traversa Giuseppe. Prezzo lire 84 60.

29. A danno di Beltramme Antonio fu Bernardo — Terreno seminativo vitato, voc. Pratarone, enf. a Ziluca Paolo ed Elvira, respons. 1\|4, estens. 3 31, sez. 1ª, part. 837, reddito 8 37, confinanti confine territoriale di Cave, Venzi Filippo e Lorenzo e Cleria Benedetto. — Terreno seminativo, voc. Rivo Valli, libero, estens. 0 41, sez. ..., part. 1058, reddito 1 09, confinanti Ziluca Paolo, Manzenca Domenico e Marini Lorenzo. — Terreno seminativo vitato, voc. Ceprano, enf. a Petrelli Vincenzo e Luigi, respons. 1\|4, estens. 4 74, sez. 2ª, part. 1308, reddito 10 02, confinanti stradello, Moroni Carlo, Ballanti Luigi Beltramme Antonio e Bianchi Giuseppe. — Canneto, voc. Ceprano, enf. ai PP. Agostiniani (ora Amministrazione del Fondo per il Culto), respons. 1\|4, estens. 0 76, sez. ..., part. 1355, reddito 0 28, conf. come sopra. Prezzo lire 64 53.

30. A danno di Chialastri Francesco fu Michele — Vigna, voc. Speciano, enf. a Mattei Filippo fu Agostino, canone di scudi 1 70, estens. 1 55, sez. 1ª, part. 2186, reddito 6 90, confinanti stradello, Ravi Lorenzo e Pochese Francesco e Moroni Cesare. — Vigna, voc. Valle Stuza, enf. al Beneficio Farini, respons. 1\|4, estens. 2 19, sez. 2ª, part. 1051, reddito 0 80, conf. Luzzi Giacinto da un lato e Simeoni Antonia vedova Ballanti da altri due. Prezzo lire 23 82.

31. A danno di Bruni Gio. Battista fu Giuseppe. — Terreno seminativo, voc. Vallicelle, enf. alla Confraternita del Sacramento in Cave, resp. 1\|4, estens. 22 84, sez. 1ª, part. 1179, 1180, 1925, reddito 26 72, conf. territorio di Valmontone da due lati. — Pascolo semplice, voc. Vallicelle, enf. alla Confraternita del Sacramento in Cave, resp. 1\|4, estens. 0 70, sez. 1926, reddito 0 25, conf. Demanio dello Stato da due lati. — Seminativo, voc. Vallicelle, enf. alla Confraternita del Sagramento in Cave, resp. 1\|4, estens. 2 19, sez. ..., part. 1927, 1928, reddito 2 91, conf. come sopra. — Pascolo semplice, voc. Vallicelle, enf. alla Confraternita del Sacramento in Cave, resp. 1\|4, estens. 1 75, sez. ..., part. 1929, reddito 61, conf. come sopra. Prezzo lire 33 71.

32. A danno di Ippoliti Niccola fu Giuseppe. — Vigna, voc. Palme, enf. al Capitolo di S. Maria, resp. 1\|4, estens. 2 82, sez. 2ª, part. 1296, reddito 1 04, conf. Speranza Francesco, Mazzenga Domenico, e Speranza Augusto e fratello. Prezzo lire 3 21.

33. A danno di Pochesci Filippo fu Antonio. — Terreno seminativo, voc. Canterano, enf. a Ziluca Paolo ed Elvira, resp. 1\|4, esten. 0 80, sez. 1ª, part. 2512, reddito 1 12, conf. strada, Mariani Francesco e Pochesci Agostino. — Vigna, voc. Palme, enf. a Mattei Mons. Gerolamo e fratelli, resp. 1\|4, è gravato della decima a favore del Principe Colonna, estens. 8 14, sez. 2ª, part. 411, 1154, reddito 3 62, conf. strada, Boccuccia Domenico, e Donnari Geltrude. — Canneto e vigna, voc. Palme, estens. 2 98, sez. ..., part. 1155, 1156, reddito 4 85, conf. come sopra. — Castagneto e bosco ceduo, voc. Catasto, enf. al Principe Colonna, col canone di baj. 5, estens. 1 88, sez. ..., part. 437, 1099, reddito 0 37, conf. fosso, Mazzenga Angelo, e Venzi Filippo e Lorenzo. Prezzo lire 38 61.

34. A danno di Ronci Stefano fu Gio. Battista. — Canneto, voc. Valle Formello, libero, estens. 0 85, sez. 1ª, part. 2896, reddito 8 90, conf. Rosati Giuseppe, Ronci Anna e Ronci Filippo. Prezzo lire 55 14.

35. A danno di Nanni Francesco fu Giuseppe. — Pascolo semplice, voc. Rapello, libero, estens. 0 38, sez. 1ª, part. 1826, reddito 0 09, conf. strada da due lati, e da un altro Moroni Giuseppe. — Casa di due piani e quattro vani, vocabolo Rapello, estens. ..., sez. ..., part. 337, 338, reddito 22 50, conf. strada da tutti i lati. Prezzo lire 219 55.

36. A danno di Vincenzi Luigi fu Giuseppe. — Pascolo, voc. Monticello, enf. a Ziluca Paolo ed Elvira, colla corrispondenza di coppe 3 grano, compreso il n. 27, estens. 2 20, sez. 2ª, part. 26, reddito 1 54, conf. Gramiccia Girolamo e Mons. Pietro Mattei in Ciprotti Felice e Ziluca Paolo. Prezzo lire 4 80.

37. A danno di Ippolito Anna fu Filippo maritata Renzi Gaetano. — Vigna, voc. Palme, enf. al Capitolo di Santa Maria, respons. 1\|4, estens. 2 25, sez. 2ª, part. 1291, reddito 1, conf. strada, Chialastri Lorenzo e Grossi Giovanni. — Casa di un vano al secondo piano, via del Gilio, estens. ..., sez. 1ª, part. 406\|1, reddito 7 50, conf. Bianchini Francesco, Boccuccia Teresa, Monti Giovanni. Prezzo lire 75 60.

38. A danno di Renzi Mauro e Lorenzo fu Antonio. — Casa di un vano al 3° piano, Pie di Palazzo, estens. .., sez. 1ª, part. 222\|5, reddito 4 50, conf. Foschi Lorenzo, Foschi Tommaso, Foschi Angelo e sorelle. Prezzo lire 43 80.

39. A danno di Renzi Angelo fu Niccola. — Pascolo, vocabolo Valle Sdora, enf. Mattei Mons. Girolamo e fratelli, resp. 1\|4, estens. 1 03, sez. 2ª, part. 137, reddito 0 85, conf. Magnani Tommaso, Pasquazi Filippo. — Vigna, voc. Palme, enf. a Mattei Mons. Girolamo e fratelli, resp. 1\|4, e gravato della decima a favore del Principe Colonna, estens. 1 97, sez. ..., part. 1125, reddito 88, confinanti Cleria Francesco e Capit. di S. Maria e Bianchi Antonio. Prezzo lire 5 22.

40. A danno di Sapochetti Pietro fu Francesco. — Terreno seminativo, vocabolo Valli, enf. a Mastricola Teresa fu Alberto, resp. 1\|4, estens. 6 58, sezione 1ª, part. 1670, 1673, reddito 23 93, conf. strada, fosso, Angelo e Gramiccia Girolamo e Mons. Pietro. — Terreno seminativo, vocabolo Valli, enf. a Mastricola Teresa fu Alberto, resp. 1\|4, estens. 16 97, sez. ..., part. 1671, 1672, 1934, reddito 52 89, conf. strada, territorio di Valmontone, Carocci Angelo e Gramiccia Girolamo e Mons. Pietro. — Casa di un vano al pianterra, via del Gilio, estens. ..., sez. 1ª, part. 409\|2, reddito 4 50, conf. Monti Giovanni, Chialastri Giuseppe e Luigi, Ronci Filippo. Prezzo lire 281 16.

41. A danno di Spazianelli Clemente di Francesco. — Casa di due piani e due vani, Pie di Palazzo, estens. ..., sez. 2ª, part. 234\|2, reddito 15, conf. Traversi Augusto e Francesco Cesiai e sorelle, Bangrazi Angelo — Cantina di un vano, voc. Fosso Lupo, estens. ..., sez. 1ª, part. 322\|3, reddito 3 75, conf. Bangrazi Annamaria, Renzi Maria, Pascucci Albina e sorelle. Prezzo lire 174 60.

42. A danno di Renzi Antonio, Clemente e Vincenzo di Francesco — Vigna, vocabolo Morino, enf. a Mattei, mons. Girolamo e fratelli fu Gio. Tommaso, col canone di scudi 4, estens. 4 36, sez. 1ª, part. 2107, reddito 16 00, confinanti strada, Renzi Clemente e Vincenzo, e Chiachiararelli eredi di Filippo — Casa di un vano al 2° piano, estens. ...., sez. ...., part. 172\|4, reddito 11 25, confinanti Ronci Giovanni, Boccuccia Ferdinando, Cherubini Lorenzo. Prezzo lire 158 10.

43. A danno di Chiarucci Filippo, Pasquale, Francesco, Albina, Marta ed Irene fu Antonio — Casa di un vano al 1° piano, estens. ...., sez. 1ª, particella 317\|1, reddito 7 50, confinanti Angelini Celeste, Angelini Domenico, Brunetti Annamaria. Prezzo lire 72 60.

44. A danno di Beltramme Filippo fu Andrea — Terreno seminativo, vocabolo Valli, libero, estens. 0 44, sez. 1ª, part. 1079, reddito 3 20, confinanti fosso, Cherubini Giuseppe, Mattei Francesco e mons. Girolamo. Prezzo lire 3 20.

45. A danno di Bangrazi Luigi ed Angelo fu Silvestro. — Pascolo e bosco ceduo, voc. Palme, enf. a Mattei Alessandro fu Angelo, resp. 1\|4, estens. 7 25, sez. 2ª, part. 813, 814, reddito 7 97, conf. Reitelli Francesco, Cappelli Vincenzo e Chialastri Marco. Prezzo lire 23 88.

46. A danno di Chiarucci Antonio fu Giuseppe. — Terreno seminativo olivato, voc. Vaccano, enf. a Pinci Girolamo fu Tommaso, resp. 1\|4, estens 1 81, sez. 1ª, part. 783, reddito 3 71, conf. Gramiccia Mons. Pietro e Girolamo da due lati, e da un altro Traversa Antonio. — Terreno seminativo vitato, vocabolo S. Bartolomeo, enf. al Beneficio Cappelli, resp. 1\|4, e gravato della decima a favore del Principe Colonna, estens. 11 48, sez. 2ª, part. 1718, reddito 3 71, conf. Ronci, strada, Giovanni e Reitelli Antonio. Prezzo lire 10 49.

47. A danno di Bangrazi Luigi di Silvestro. — Terreno seminativo vitato, voc. Palme Cesiano, enf. a Cecconi Cristofaro e Vincenzo, estensione 3 60, sezione 2ª, part. 759, reddito 11 32, conf. strada, Carocci Giuseppe e Moroni Angelo. Prezzo lire 11 32.

48. A danno di Pasquazi Carolina fu Angelo, vedova Beltramme. — Casa di due piani e due vani, via della Torricella, estens. ...., sez. 1ª, part. 313\|2, reddito 11 25, confinanti Cleri Domenico Beltramme, Sante Brunetti Annamaria — Casa di un vano al primo piano, via del Gilio, esten. ...., sez. ...., part. 410\|1, reddito 9 00, confinanti Marulli Clemente, Sapochetti Pietro, Ronci Filippo. Prezzo lire 196 80.

49. A danno di Bussoletti Luigi fu Niccola — Terreno seminativo, vocabolo Casalecchio, enf. alla Confraternita del Sagramento, col canone di scudi 10, estens. 9 99, sez. 1ª, part. 1265, 1265\|1, reddito 20 84, confinanti Cecconi D. Felice da due lati e da un altro Bussoletti Angelo — Terreno seminativo, vocabolo Casoli, enf. alla Confraternita del Sagramento, resp. 1\|4, estens. 0 69, sez. 2ª, part. 117, redd. 0 90, confinanti Bussoletti Lorenzo da un lato e da altri due Bussoletti Angelo — Bosco ceduo, vocabolo Casoli, libero, estens. 1 84, sez....., part. 1784-1787, reddito 5 44, confinanti strada, Bussoletti Angelo e Bussoletti Lorenzo — Stalla di un vano, vocabolo Rapello, estens....., sezione 1ª, part. 383, reddito 3 75, confinanti Demanio Nazionale, Chialastri Giuseppe, Pichi Maria. Prezzo lire 130 35.

50. A danno di Pasquazi Angela di Tommaso — Canneto, Potano, diretto dominio da Foschi Francesco di Giuseppe, resp. 1\|4, estens. 0 50, sezione 1ª, part. 1989, reddito 4 98, confinanti Bruni Antonio da due lati e da un altro Pinci Francesco. Prezzo lire 15 42.

51. A danno di Renzi Angela fu Lorenzo maritata Scacchetti Nicola — Cantina di un vano, vicolo del Giglio, estens...., sez. 1ª, part. 327\|2, reddito 11 25, conf. Mattei Francesco, Chialastri Filippo e Chialastri Angela. Prezzo lire 109 20.

52. A danno di Pasquazi Giuseppe fu Giovanni — Seminativo, vocabolo Toce, enfiteuta al Beneficio a Bielli resp. 1/4, estens. 0 40, sez. 1ª, part. 2577, reddito 0 43, confinanti strada, fosso e Cherubini Giuseppe. Prezzo lire 1 32.

53. A danno di Bielli Giovanni fu Angelo — Pascolo, vocabolo Strada della Cava, libero, est. 0 53, sez. 1ª, part. 626, reddito 0 49, confinanti strada, Venzi Lorenzo e Gramiccia Girolamo e fratello — Bosco ceduo, vocabolo Morino, libero, est. 1 82, sez..., part. 1443, reddito 4 95, confinanti strada, Cecconi P. Felice e fratelli e Beneficio Venzi - Terreno seminativo vitato, voc. Valli, diretto dominio da Mazzenga Antonio fu Domenico, resp. 1\|4, est. 5 75, sez...., part. 1338-1338\|1, reddito 5 02, confinanti Mazzenga Pietrantonio e fratelli, Chiacchierarelli Carlo e Chiacchierarelli Gregorio e Boccuccia Giuseppe — Casa di 4 piani e 11 vani, via della Concordia e via Nazionale, il dicontro fabbricato con volture n. 22\|283 e 23\|284, dal 5 aprile 1879, passò per intero a nome di Pucci Tommaso di Pietro e di Bussoletti Lorenzo fu Nicola, est...., sezione 1ª, part. 242, reddito 107 25, confinanti strada da tutti i lati. Prezzo lire 1086 89.

54. A danno di Zanni Luigi fu Lorenzo — Terreno seminativo vitato, vocabolo S. Lorenzo, enf. al Capitolo di S. Maria, resp. 1ı4, estens. 1 26, sez. 1ª, part. 2605, reddito 2 44, confinanti strada, Colletti Nicola e Renzi Clementina — Terreno seminativo, vocabolo S. Lorenzo, enf. al Capitolo di S. Maria, resp. 1ı4, estens. 0 77, sez...., part. 2868, reddito 2 48, confinanti come sopra. Prezzo lire 15 60.

55. A danno di Renzi Pietro fu Cristofaro — Terreno seminativo vitato, vocabolo Monticelli, enf. a Pasquazi Luigi e Vincenzo, resp. 1ı4, estens. 3 51, sez. 2ª, part. 1768, reddito 12 09, confinanti Graziosi Lorenzo, Margutti Gregorio e Tuttopetto Filippo e fratelli — Casa di due vani al 2° piano, Pie di Palazzo, estens...., sez. 1ª, part. 201ı5, reddito 8 25, confinanti Lorenzo Foschi, Venzi Lorenzo, Pielli Francesco — Casa di 2 vani al 2° piano, Pie del Palazzo, estens...., sez...., part. 2944ı1, reddito 11 25, confinanti Pinci Agostino, Mariani Giovanni, Cecconi D. Felice e fratelli. Prezzo lire 226.

56. A danno di Ippoliti Angela di Niccola, maritata Chiarucci Lorenzo — Terreno seminativo olivato, vocabolo Vaccano, enf. al Capitolo di Santa Maria, resp. 1ı4, est. 1 09, sez. 1ª, part. 2542, reddito 2 23, confinanti Foschi Tommaso, Capitolo di Santa Maria, Gramiccia Girolamo — Canneto, Palme Ceprano, enf. al Capitolo di Santa Maria, resp. 1ı4, est. 0 70, sez. 2ª, part. 1378-1379, reddito 0 21, confinanti Chialastri Antonio, Mazzenga Domenico e Scarrozza Antonio. — Terreno seminativo, voc. Palme Ceprano, enf. al Capitolo di S. Maria, resp. 1ı4, estens. 0 90, sez. ...., part. 1384, reddito 0 95, confinanti come sopra — Vigna, vocabolo Palme, enf. al Capitolo di S. Maria, resp. 1ı4, estens. 2 43, sez. ...., part. 1646, reddito 0 89, conf. Mariani Ignazio, Ippoliti Nicola e Cecconi Laura. Prezzo lire 13 40.

57. A danno di Rotondi Angelo, Francesco e Nicola fu Luigi — Terreno seminativo olivato, vocabolo S. Lorenzo, enf. al Capitolo di S. Maria, responsivo 1ı4, estens. 1 80, sez. 1ª, part. 715, reddito 4 67, confinanti strada, Boccuccia Francesco e Gramiccia Teodora. Prezzo lire 14 46.

58. A danno di Pinci Nicola fu Francesco — Vigna, vocabolo Palme, enfiteuta a Traversa Carlo fu Tommaso, responsivo 1ı4, estensione 4 07, sez. 2ª, part. 563, reddito 1 49, confinanti Polani Pompeo e fratelli, Mazzenga Domenico e Venzi Lorenzo. Prezzo lire 4 59.

59. A danno di Pinci Angelo fu Francesco — Terreno seminativo, vocabolo Cesiano, enfiteuta a Gramiccia monsignor Pietro e Gerolamo, responsivo 1ı4 e gravato della decima a favore del principe Colonna, estensione 3 05, sez. 2ª, part. 902, reddito 8 54, confinanti strada da un lato e da altri due lo stradello — Terreno seminativo, vocabolo Palme, enfiteuta a Gramiccia monsignor Pietro e Gerolamo, responsivo 1ı4 e gravato della decima a favore del principe Colonna, estensione 19 61, sezione ...., part. 903, reddito 54 91, confinanti come sopra — Casa di 2 piani e 3 vani, vocabolo Concordia, estensione ...., sez. 1ª, part. 282ı3, reddito 21 00, confinanti Projetti Lorenza, Beltramme Maria Vittoria, Capitolo di Santa Maria. Prezzo lire 400 72.

60. A danno di Pinci Domenico di Angelo — Terreno seminativo, vocabolo Vallicelle, enfiteuta alla Confraternita del Sagramento, responsivo 1ı4, estensione 8 22, sez. 1ª, part. 1172, reddito 8 76, confinanti fosso, Capitolo di Santa Maria e Milani Giuseppe — Terreno seminativo, vocabolo Pratarolo, enfiteuta a Castellani Carlo e Filippo, responsivo 1ı4, estensione 4 40, sez...., part. 1900, reddito 12 70, confinanti strada, Boccuccia Domenico e Gramiccia Girolamo e fratello — Terreno seminativo, vocabolo Casali, enfiteuta a Foschi Alessandro fu Niccola, canone di scudi 2, estensione 1 98, sez. 2ª, part. 169, reddito 1 97, confinanti strada e Castellani Benedetto — Castagneto, vocabolo Casali, enfiteuta a Bruni Giuseppe e fratelli, canone di scudi 2 05, compreso il n. 1054, estens. 1 10, sez. ..., part. 170, reddito 1 33, conf. come sopra. Prezzo lire 76 62.

61. A danno di De Angelis Giuseppe fu Niccola — Vigna, vocabolo Fraschetto, enfiteuta all'Amministrazione del Fondo per il culto, succeduta ai PP. Agostiniani, responsivo 1ı4, estensione 3 45, sez. 1ª, part. 1894, redd. 15 36, confinanti Pochesci Girolama, Traversa Giuseppe e Carocci Antonio — Bosco ceduo, vocabolo Samele, enfiteuta a Mazzenga Angelo fu Pietrantonio, estensione 3 00, sez. 2ª, part. 258, reddito 2 66, confinanti Colonna principe, Gramiccia Domenico e Gramiccia Girolamo e mons. Pietro — Casa di un vano al 2° piano, via del Gilio, estensione ..., sez. 1ª, part. 400ı1, reddito 11 25, confinanti Monti Giovanni, Mariani Costanza, Bielli Francesco. Prezzo lire 164 82.

62. A danno di Fazi Antonio di Domenico — Terreno seminativo vitato, vocabolo Pratarone, enfiteuta all'Amministrazione del Fondo culto, succeduta ai PP. Agostiniani, responsivo 1ı4, estensione 1 77, sez. 1ª, part. 2466, redd. 4 55, confinanti strada da due lati e dall'altro Margutti Francesco — Terreno seminativo vitato, vocabolo Tocciano, enfiteuta a Gramiccia Girolamo fu Mario, responsivo 1ı4, estensione 10 62, sez. ..., part. 2685, reddito 33 88, confinanti Colonna principe, Moroni Agostino e Magistri Stefano, stradello, Gramiccia Girolamo e fratello — Terreno seminativo vitato, vocabolo Tocciano, enfiteuta a Gramiccia Girolamo fu Mario, responsivo 1ı4, estensione 16 20, sezione ...., part. 2688, reddito 51 68, confinanti come sopra — Terreno seminativo vitato, vocabolo Pratarone, enfiteuta all'Amministrazione del Fondo culto, succeduta ai PP. Agostiniani, responsivo 1ı4, estensione 1 09, sez. ..., part. 2737, reddito 2 52, confinanti strada, Giorgioli Francesco, Bangrazi Luigi — Terreno seminativo, vocabolo Monticelli, enfiteuta a Giorgioli Francesco, responsivo 1ı4, estensione 3 77, sez. 2ª, part. 25, reddito 1 09, confinanti Cecconi prete Felice da un lato e da altri due Gramiccia Girolamo e monsignor Pietro — Bosco ceduo, vocabolo Monticelli, enfiteuta a Giorgioli Francesco, responsivo 1ı4, estensione 2 00, sez. ...., particella 1004, reddito 0 70, confinanti come sopra. Prezzo lire 293 20.

63. A danno di Foschi Giuseppe fu Francesco — Canneto, voc. Cesiano, enf. al Capitolo di Santa Maria, resp. 1ı4, est. 0 71, sez. 2ª, part. 713, reddito 0 37, confinanti Foschi Giovanni, Capitolo di Santa Maria e Boccuccia Francesco. Prezzo lire 1 14.

64. A danno di Foschi Giovanni fu Niccola — Canneto, vocabolo Cesiano, enf. al Capitolo di Santa Maria, resp. 1ı4, est. 0 70, sez. 2ª, part. 1413, reddito 0 37, confinanti Capitolo di Santa Maria, Boccuccia Francesco e Foschi Luigi. Prezzo lire 1 14.

65. A danno di Zanni Lorenzo fu Federico — Terreno seminativo, vocabolo Valli, diretto dominio da Renzi Stefano fu Gio. Battista, resp. 1ı4, est. 361, sez. 1ª, part. 1341, reddito 3 84, confinanti Capitolo di Santa Maria, Confraternita del SS. Sagramento, a Mattei mons. Girolamo. Prezzo lire 11 70.

66. A danno di Federici Giuseppe fu Filippo — Enf. alla Confraternita del Sagramento, resp. 1ı4, est. 0 19, sez. 1ª, part. 2658, reddito 0 17, confinanti strada e confine territoriale di Rocca di Cave. Prezzo lire 0 51.

Avvertasi che il rimanente estimo di scudi 7 97, è stato tuttora indebitamente caricato al suddescritto fondo, mentre doveva stare a nome di Margutti Francesco fu Damaso, cui spettano le tasse relative.

L'aggiudicazione verrà fatta al migliore offerente.

Le offerte devono essere garantite da un deposito in danaro, corrispondente al 5 per cento del prezzo come sopra determinato per ciascun immobile, nè al primo incanto possono essere minori del prezzo minimo assegnato a ciascun immobile.

Il deliberatario deve sborsare l'intiero prezzo nei tre giorni successivi all'aggiudicazione e più pagare tutte le spese d'asta, tassa di registro e contrattuali.

Occorrendo eventualmente un secondo e terzo incanto, il primo di questi avrà luogo il 24 settembre, ed il secondo nel giorno 30 settembre 1879, nel luogo ed ore suindicati.

Genazzano, li 25 agosto 1879.

3881 *Il Collettore*: ETTORE GALUPPI.

INTENDENZA DI FINANZA IN CATANZARO

Col presente avviso viene aperto il concorso pel conferimento delle rivendite di generi di privative annotate nel seguente prospetto, ciascuna delle quali sarà conferita a norma del R. decreto 7 gennaio 1875, n. 2336 (serie 2ª).

Gli aspiranti dovranno presentare a questa Intendenza, nel termine di un mese dalla data dell'inserzione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale del Regno*, e nel foglio degli annunci giudiziari di questa provincia, le proprie istanze in carta da bollo da centesimi 50, indicandovi la rivendita precisa alla quale intendono aspirare, corredandole del certificato di buona condotta, della fede di penalità, dello stato di famiglia, e dei documenti comprovanti i titoli richiesti dall'articolo 8 del succitato R. decreto.

Le domande pervenute all'Intendenza dopo quel termine non saranno prese in considerazione.

Le spese della pubblicazione del presente avviso, e quelle per la inserzione dello stesso nei giornali suddetti, staranno a carico dei concessionari.

N. d'ordine	COMUNE	SITO ove è posta ciascuna rivendita	Numero della rivendita	Annuo reddito presunto	MAGAZZINO da cui dipende ciascuna rivendita per le leve
1	Filandari . .	Ivi	1	176 »	Tropea
2	Joppolo . .	Ivi	1	102 »	Tropea
3	Maida . . .	Villaggio Vena	1	315 »	Nicastro
4	Marcedusa .	Ivi	1	255 »	Catanzaro
5	Nicotera . .	Villaggio Badia	1	243 »	Tropea
6	Piscopio . .	Ivi	1	223 »	Pizzo
7	Polia . . .	Ivi	1	123 »	Pizzo
8	S. Andrea del Jonio . .	Ivi	1	282 »	Soverato
9	San Calogero	Villaggio Calimera	1	293 »	Tropea
10	S. Nicola dell'Alto . .	Ivi	1	339 »	Cirò
11	Simbario . .	Ivi	1	214 »	Pizzo
12	San Pietro Apostolo . .	Ivi	1	317 »	Catanzaro
13	Serra S. Bruno . . .	Villaggio Spinetto	4	294 »	Soverato
14	Spilinga . .	Ivi	2	220 »	Tropea
15	Valle Fiorita	Ivi	1	291 »	Catanzaro

Catanzaro, 19 agosto 1879.

3864 *L'Intendente*: L. BERTARELLI.

R. Tribunale civile di Modena.

(1ª *pubblicazione*)

Si notifica che il Tribunale intestato, in camera di consiglio, con suo provvedimento 16 luglio u. s., in conformità delle disposizioni del Codice civile vigente sugli assenti, ordinò fossero assunte informazioni intorno a Poppi Rodolfo di Luigi, di Ravarino, da tempo assente dalla propria famiglia, e frattanto gli nominò un curatore nella persona del proprio padre.

Tanto per gli effetti del capov. articolo 23 Codice civile.

Modena, 5 agosto 1879.

3896 F. MONTESSORI.

SVINCOLO DI CAUZIONE.

Cavallera signori Gio. Battista ed Anna, fratello e sorella, fu Giovanni Battista, domiciliati a Demonte, unici eredi del loro padre Cavallera Giovanni Battista fu Francesco, morto il 18 gennaio 1866, usciere in suo vivendo alla Pretura di Demonte, ricorsero a questo Tribunale civile per ottenere svincolato dall'ipoteca, per la cauzione del suddetto loro genitore, il certificato sul Debito Pubblico, 5 0ı0, 20 agosto 1862, coi numeri 34374 nero e 429674 rosso, dell'annua rendita di lire venticinque.

Cuneo, 19 agosto 1879.

3878 C. GIORDANA proc. capo

INTENDENZA DI FINANZA IN ROMA

AVVISO D'ASTA (N. 38). Vendita di beni demaniali autorizzata colla legge 21 agosto 1862, n. 793, estesa alla Provincia di Roma con R. Decreto del 25 novembre 1870, n. 6060.

Si rende noto che alle ore 10 antimeridiane del giorno 26 settembre p. v., in una delle sale di questa Intendenza, avanti il sottoscritto intendente, o a chi per esso, si procederà ai pubblici incanti per la vendita a prezzo ridotto in favore dell'ultimo migliore offerente dei beni infradescritti.

CONDIZIONI PRINCIPALI.

1. L'incanto sarà tenuto per pubblica gara col metodo della candela vergine.
2. Sarà ammesso a concorrere all'asta chi avrà depositato le somme infraindicate nelle colonne 4 e 5.

Il deposito potrà essere fatto sia in numerario o biglietti di Banca in ragione del cento per cento, sia in titoli del Debito Pubblico al corso di Borsa a norma dell'ultimo listino pubblicato nella Gazzetta Ufficiale della Provincia anteriormente al giorno del deposito.

3. Le offerte si faranno in aumento del prezzo d'incanto.
4. Le offerte in aumento non potranno essere inferiori al *minimum* fissato nella colonna 6 dell'infrascritto prospetto.

Saranno ammesse anche le offerte per procura o per persona da dichiarare sotto le condizioni dell'articolo 9 del capitolato.

5. Le spese di stampa, di affissione e d'inserzione nei giornali del presente avviso d'asta, e tutte le altre spese inerenti al contratto saranno a carico dell'aggiudicatario.
6. La vendita è inoltre vincolata alla osservanza delle condizioni contenute nel capitolato generale e speciale, che insieme all'elenco di stima ed ai documenti relativi sarà visibile tutti i giorni dalle ore 10 alle 11 ant. e dall'1 alle 3 pom. nell'ufficio dell'Intendenza di Finanza.
7. Non saranno ammessi successivi aumenti sul prezzo dell'aggiudicazione.
8. Le passività ipotecarie che gravano lo stabile rimangono a carico dell'Amministrazione, e per quelle dipendenti da canoni, censi, livelli, ecc., è stata fatta preventivamente la deduzione del corrispondente capitale nel determinare il prezzo d'asta.
9. Si farà luogo ad aggiudicazione definitiva quand'anche non vi sia che un solo concorrente la cui offerta sia almeno eguale al prezzo stabilito in col. 3.

Avvertenza. — Si procederà a termini dell'articolo 104, lettera F, del Codice penale toscano, degli articoli 402, 403, 404 e 405 del Codice penale italiano, contro coloro che tentassero impedire la libertà dell'asta od allontanassero gli accorrenti con promesse di denaro o con altri mezzi sì violenti che di frode, quando non si trattasse di fatti colpiti da più gravi sanzioni dei Codici stessi.

N° progress.	DESCRIZIONE DEI BENI	PREZZO d'incanto	DEPOSITO per cauzione delle offerte	DEPOSITO per le spese e tasse	MINIMUM delle offerte in aumento al prezzo d'incanto
1	2	3	4	5	6
1	Ex-Feudo di San Felice-Circeo, situato nel comune omonimo, a chilometri 18 da Terracina, formante esteso promontorio bagnato dalle acque del Tirreno verso il sud-ovest delle paludi Pontine, nel circondario di Velletri, provincia di Roma. Questo tenimento è costituito dalla montagna o promontorio, in parte di nuda roccia calcarea ed in parte ricoperto da boschi cedui di ottima vegetazione, con una cava di alabastro ora abbandonata, da terreni in piano ed in leggera acclività posti a coltura, nella massima parte enfiteutici, da un oliveto con 3400 piante, da un bosco popolato di piante di alto fusto, e finalmente dal Lago detto di Paola o Santa Maria, nonchè da 20 fabbricati nel paese, parte enfiteutici e parte liberi, situati in diverse contrade e distinti coi numeri in rosso 1 a 20, corrispondenti a quelli segnati nella perizia, oltre il palazzo Baronale ed altri fabbricati sparsi pel feudo e presso il Lago. I principali confini sono al nord ed all'ovest la comunità di Terracina, all'est i beni liberi del comune di San Felice ed il mare, al sud ed all'ovest il mare stesso. I terreni di libera proprietà del Demanio si compongono: I. Di parte della montagna distinta in catasto mappa San Felice Circeo, sezione unica, contrada Vaccareccia, Brecciaro, Mezzomonte, Grotta dei Banditi, Paola e Torre Fico, numeri 18, 19, 20, 100, 103, 104, 844, 856, 994, 1036 al 1048, 1049/rata, 1080, 1081, 1423, 1427, 1450, 1455, 1456, 1458, 1472, 1484, della quantità superficiale di ettari 692,64, estimo censuale scudi 4596 40, pari a lire 24,705 65. II. Porzione della macchia del Piano in vocabolo Paola, numero 1004/rata, di ettari 143,40, estimo scudi 2767 50, pari a lire 14,875 31. III. Terreno olivato, distinto in mappa come sopra coi numeri 1002, 1003, di ettari 22,40, estimo scudi 991 40, pari a lire 5328 75. IV. Terreni denominati la Villa-Villetta, con Casino e Vigna di Mezzomonte, in catasto numeri 1 all'11, 32, 34, 45, 50, 146, 165, 168 al 171, 125, 126, 127, 131, 132, 204, 205, 209, 233, 337, 598, 619, 997, in assieme ettari 11,45,35, estimo scudi 491 72, pari a lire 2642 99. V. Terreni e giardino presso il Lago, distinti in catasto numeri 1005 al 1016, 1018, 1025, 1026, 1028 al 1031, ettari 35,04,60, estimo scudi 236 84, pari a lire 1271 40. VI. Terreno all'Isoletta, in mappa numeri 1019 al 1024, 1027, 1033, 1034, ettari 5,10,50, estimo scudi 106 13, pari a lire 570 45. VII. Lago di Paola, mappa di Terracina, sez. 6ª, numero 36, formato da un ampio bacino, con vari bracci, della superficie di ett. 379,40, con l'estimo di scudi 8840 02, pari a lire 47,513 11. VIII. Terreni enfiteutici posti a coltura nelle contrade Brecciaro, Valle, Peretto, Villacroce, Prato Carità, Fornace, Giuncarella, Vaccareccia, Cerasella, Giardino, Tor Vittoria, Marrone, La Villetta, Mezzomonte, Piano, Fontana, Grotta, Viastretta, Grotta del Bandito, San Rocco, Bracignone, Madonella, Arenale, Malpasso e Via Larga, pel complessivo annuo canone di lire 2750 68. IX. I fabbricati sparsi pel Feudo sono: il Fienile alla Cona, in mappa numero 684, la Mola a grano, in mappa numeri 734, 941, il Casino a Torre Vittoria e terreni annessi, in catasto numeri 376, 491 al 494, presso il Lago trovasi il Casone dei Marinari, in catasto n. 1017, il Casino di Paola e Fienile, in mappa numeri 1032 e 1035, le Torri Moresca e del Fico, in mappa lettere F ed H. La superficie catastale complessiva di tutto il tenimento posto in vendita è di ettari 1524,14,05, con l'estimo rustico di lire 124,987 13. Il reddito lordo dichiarato pei fabbricati tanto liberi che enfiteutici è di lire 3706 15. Il canone annuo complessivo sui fabbricati di diretto dominio della Amministrazione demaniale è di lire 600 28. Il Feudo, escluso il palazzo Baronale ed il taglio delle macchie tanto cedue che d'alto fusto, che trovansi in libera disponibilità dell'Amministrazione venditrice, è affittato al signor Salvatore Mangoni fino al 30 settembre 1882 per la corrisposta annua di lire 8010, e la pesca del Lago con l'uso dei terreni annessi è ritenuta in affitto dal sig. Clementino Battisti fino al 30 settembre 1882, per annue lire 6530; ambedue i detti affitti sono rescindibili in caso di vendita degli stabili col preavviso di mesi sei. Il valore dei mobili e delle scorte morte, in cui sono compresi gli attrezzi della pesca, è di lire 6888 09, incluso nel prezzo d'asta, e sarà pagato per intero insieme alla 1ª rata di prezzo dell'intero tenimento. L'aumento che si verificherà nella gara sarà ripartito proporzionalmente al valore dello stabile ed a quello delle scorte. — L'asta sarà aperta sul prezzo risultante da perizia, che farà parte integrante del contratto, per la complessiva somma ridotta di . . . . Lire	282,383 67	28,238 37	23,000 »	500 »

3820 Roma, addì 20 agosto 1879.

L'Intendente di Finanza: TARCHETTI.

CONSORZIO

fra i comuni di GRAGLIA, NETRO, MUZZANO, OCCHIEPPO SUPERIORE, SORDEVOLO *e* DONATO, *per la costruzione della strada obbligatoria da* **Netro** *ad* **Occhieppo Superiore.**

Avviso d'Asta.

Dietro il ribasso non inferiore del ventesimo fattosi in tempo utile ai prezzi pei quali nell'incanto tenutosi il giorno 4 andante mese si aggiudicavano i lavori di costruzione dei tre tronchi in cui è ripartita la strada obbligatoria da Netro ad Occhieppo Superiore,

Si notifica che nel giorno di sabato 20 settembre prossimo entrante, alle ore otto antimeridiane, in Graglia, nella casa e sala comunale, avanti la Deputazione consortile si procederà ad un secondo incanto col metodo dei partiti segreti per il definitivo appalto dei lavori di costruzione dei tre tronchi in cui venne ripartita la nuova strada consorziale obbligatoria da Netro ad Occhieppo Superiore.

Si invitano li aspiranti a presentare in tal giorno ed ora le loro offerte di ribasso in ragione d'un tanto per cento.

Avvertenze.

1° La strada è divisa in tre tronchi, ed ogni tronco forma oggetto di apposito incanto e deliberamento.

2° Per trattarsi di secondo incanto è valevole anche una sola offerta.

3° L'asta è regolata dal decreto 4 settembre 1870, n. 5852.

4° Per essere ammessi all'asta gli aspiranti dovranno:

a) Giustificare la loro idoneità con presentazione di un certificato di un ingegnere capo di ufficio governativo o provinciale di data non anteriore ai sei mesi con firma legalizzata;

b) Presentare certificato di moralità di data recente;

c) Fare il deposito di lire 6000 pel primo tronco e di lire 2500 per ognuno delli altri due.

5° Le spese d'asta, d'inserzione ed ogni altra relativa sono a carico delli aggiudicatari.

6° I lavori del secondo e terzo tronco e di parte del primo dovranno ultimarsi entro due anni dal contratto.

Circa il primo tronco i lavori non potranno progredire nel tratto dal chiesetto Gillio in Muzzano alla strada da Occhieppo a Sordevolo finchè sia aperto il transito nei tronchi secondo e terzo e sul primo da Graglia al chiesetto Gillio. Tali lavori dal chiesetto Gillio alla strada Occhieppo-Sordevolo compreso il ponte dovranno poi eseguirsi entro due anni dalla data dell'incominciamento di tal tratto.

7° I pagamenti si faranno in rate non minori di lire 5000

8° L'espropriazione delli stabili da occuparsi permanentemente si farà dal Consorzio.

Sommaria designazione dei tronchi e prezzi relativi:

I. Il primo tronco, della lunghezza di metri 2560 68, comincia dalla strada Occhieppo-Sordevolo presso lo scorciatoio nella regione Cerei e termina avanti la farmacia Damonte in Graglia.

L'importo totale dei lavori previsti nel progetto in lire 109,824 43 dietro i seguiti ribassi resta ora per tal tronco di lire 89,497 03.

II. Il secondo tronco, della lunghezza di metri 2095 43, comincia dall'estremità inferiore del muro di sostegno della Parrocchiale di Graglia e termina sul centro dell'acquedotto avanti il chiesetto Bias su Graglia.

L'importo totale dei lavori previsto nel progetto per tal tronco in lire 39,053 64 dietro i ribassi fattisi resta ora di lire 29,680 76.

III. Il terzo tronco, della lunghezza di metri 3201 85, comincia dove finisce il secondo e termina sulla piazza di Netro.

L'importo totale dei lavori di tal tronco previsto nel progetto in lire 43,437 07 dopo li ribassi seguiti è ora di lire 33,351 53.

Oggetto complessivo delli appalti si è la costruzione della strada sudecinata ripartita in tre tronchi, giusta il progetto del signor Gavosto Tomaso 5 marzo 1871, 25 e 27 settembre 1875, varianti Muzzano ed Armeglio 29 novembre 1878, visibile in tutti i giorni nell'ufficio comunale di Graglia.

Graglia, li 22 agosto 1879.

Il Presidente: G. E. ASTRUA.

3867 *Il Segretario*: Notaro C. BOVERI.

CONGREGAZIONE DI CARITÀ DI CREMA

AVVISO D'ASTA.

Si porta a pubblica notizia che nel giorno 22 p. v. settembre nel locale del Monte di Pietà in Crema, alle ore 12 meridiane, avrà luogo la pubblica asta per l'affitto della possessione detta dei Santi Benedetti in Cremosano Cremasco, di are 4352 40, colla rendita di lire 1623 77, sulla peritale somma di annue lire 6258 73.

L'affitto viene fatto per anni nove a partire dal giorno 11 novembre 1880, sotto la piena osservanza del capitolato d'asta, visibile in tutti i giorni e nelle ore d'ufficio, presso la detta Congregazione di Carità.

I concorrenti all'asta dovranno fare il deposito di lire 800, con avvertenza che il termine dei fatali per l'aumento del ventesimo scadrà alle ore 12 meridiane del giorno 6 p. v. ottobre.

Crema, li 20 agosto 1879.

3869 Ing. EGIDIO AGNESI *Presidente*.

Segretario: A. BOSIO.

AMMINISTRAZIONE PROVINCIALE DI TERRA DI LAVORO

Avviso d'Asta.

Il mattino di martedì 9 dell'entrante mese di settembre, alle ore 10 ant., con la continuazione, sarà presso l'Ufficio provinciale di Terra di Lavoro proceduto a' pubblici incanti, col metodo della candela vergine, per dare in appalto, col sistema del cottimo, la manutenzione della strada provinciale di Ausonia, che dalla provinciale di Roma presso la milliaria 45ª conduce a quella di Sora fuori Cassino, della lunghezza di kil. 33 e metri 304 40, in ribasso dell'annuo canone di lire 10,600.

L'appalto andrà regolato da un apposito quaderno di patti e condizioni che è ostensibile a chiunque da oggi in ciascun giorno, meno i festivi.

Per essere ammessi a far partito i concorrenti dovranno esibire un certificato d'idoneità a firma d'un ingegnere capo, in attività di servizio, provinciale o governativo, di data non anteriore a mesi sei. Bisognerà pure depositare per cauzione provvisoria la somma di lire 1000.

Nell'atto della stipula del contratto dovrà poi fornire per cauzione definitiva una somma pari ad un'annata di estaglio, con facoltà di darla anche con cartelle al portatore di rendita pubblica italiana, consolidato 5 per 100, da valutarsi a corso di Borsa.

Il termine utile per la produzione delle offerte di ventesima scade a mezzodì del giorno di giovedì 25 dell'entrante settembre.

L'appalto avrà la durata di un sessennio, con facoltà alla provincia di prorogarlo di un altro anno.

Qualora non potesse procedersi alla consegna dell'intera linea simultaneamente ed immediatamente per una ragione qualunque, la nuova impresa non potrà rifiutarsi di ricevere in consegna quei soli tratti che le saranno indicati dall'Ufficio tecnico, e pel mantenimento di questi tratti le sarà corrisposto quell'estaglio chilometrico che risulterà dagli incanti in ragione e proporzione della lunghezza consegnata.

La decorrenza dell'appalto sarà il giorno medio di quelli che intercederanno tra la prima e l'ultima consegna.

Non appena divenuta definitiva l'aggiudicazione, l'aggiudicatario avrà il perentorio di giorni 8 per la stipula del contratto, a far tempo dalla notificazione dell'appalto, anche in semplice forma amministrativa, e qualora non si presenti a sottoscriverlo perderà la cauzione provvisoria e sarà responsabile di tutti i danni ed interessi che potranno all'Amministrazione provenirne.

Il deliberamento è subordinato all'approvazione della Deputazione.

Caserta, 23 agosto 1879.

3875 *Pel Segretario capo:* PAGANO.

VENERABILE ARCHICONFRATERNITA della Disciplina ed Ospedale in Caprarola

AVVISO D'ASTA.

Essendo andato deserto il primo incanto, si previene il pubblico che nel giorno di martedì 9 settembre prossimo, alle ore 3 pomeridiane, nella segreteria di detto Ospedale, sotto la presidenza del sottoscritto, assistito dal segretario del pio Istituto, si rinnoverà l'esperimento, col sistema di accensione di candela, per la vendita del ceduo castagnile della macchia denominata *Poggio Passivoli*. L'incanto sarà aperto sulla somma di lire 14,587 15.

Le offerte dovranno farsi con aumento non minore di lire 10, e si farà luogo all'aggiudicazione provvisoria quand'anche non vi sia che un solo oblatore.

I concorrenti esibiranno idonea sicurtà solidale; se forestieri eleggeranno il domicilio in Caprarola; e faranno il preventivo deposito di lire 600 onde far fronte alle spese, che saranno tutte a carico dell'aggiudicatario.

Il pagamento del prezzo di delibera si effettuerà in quattro rate, la prima di lire 5000 nell'atto del contratto, la seconda di lire 2000 nel mese di dicembre del corrente anno, il rimanente del prezzo poi si verserà in altre due rate, cioè la metà nel mese di marzo, e l'altra metà nel mese di giugno 1880.

Il termine per la miglioria di vigesima scade il giorno 24 settembre, alle ore 12 meridiane.

Nella segreteria è ostensibile il capitolato.

Caprarola, 24 agosto 1879.

3883 IL PRESIDENTE.

CASSA CENTRALE DI RISPARMI E DEPOSITI DI FIRENZE

Settimana dal 17 al 23 agosto 1879. 3893

	NUMERO		Versamenti	Ritiri
	dei versamenti	dei ritiri	Lire	Lire
Risparmi	19	852	3,523 66	54,256 23
Depositi diversi	18	252	44,021 77	104,825 13
Casse affiliate di 1ª cl. in conto corr.	»	»	»	1,700 »
Casse affiliate di 2ª cl. idem	»	»	»	13,700 »
Associazione Italiana per erigere la facciata del Duomo di Firenze	»	»	»	3,220 70
Somme	......	......	47,545 43	177,702 06

N. 232.

MINISTERO DEI LAVORI PUBBLICI

DIREZIONE GENERALE DEI PONTI E STRADE

Avviso d'Asta.

I simultanei incanti tenutisi il 22 agosto spirante essendo riusciti deserti, si addiverrà alle ore 10 ant. di lunedì 15 settembre p. v., in una delle sale di questo Ministero, dinanzi il direttore generale dei ponti e strade, e presso la Regia Prefettura di Parma, avanti il prefetto, simultaneamente ad una seconda asta, col metodo dei partiti segreti, recanti il ribasso di un tanto per cento, per lo

Appalto delle opere e provviste occorrenti alla manutenzione del tronco della strada nazionale n° 22 da Spezia a Cremona, compreso fra la Barriera di S. Barnaba della città di Parma ed il fiume Po, per Colorno, in provincia di Parma, esclusa la traversa della Borgata di Colorno, della lunghezza di m. 21,871, per la presunta annua somma, soggetta a ribasso d'asta, di lire 13,700.

Perciò coloro i quali vorranno attendere a detto appalto dovranno, negli indicati giorno ed ora, presentare in uno dei suddesignati uffizi le loro offerte, **escluse quelle per persona da dichiarare**, estese su carta bollata (da una lira), debitamente sottoscritte e suggellate. L'impresa sarà quindi deliberata a quello che dalle due aste risulterà il migliore offerente, qualunque sia il numero dei partiti, purchè sia stato superato o raggiunto il limite minimo di ribasso stabilito dalla scheda Ministeriale.

L'impresa resta vincolata all'osservanza del capitolato d'appalto generale, approvato con decreto Ministeriale delli 31 agosto 1870, e di quello speciale in data 24 febbraio 1879, visibili assieme alle altre carte del progetto nei suddetti uffici di Roma e Parma.

La manutenzione decorrerà dal giorno della regolare consegna e continuerà fino al 31 marzo 1888.

Gli aspiranti, per essere ammessi all'asta, dovranno nell'atto della medesima esibire:

a) Un certificato di moralità rilasciato in tempo prossimo all'incanto dall'autorità del luogo di domicilio del concorrente;

b) Un attestato di un ingegnere, confermato dal prefetto o sottoprefetto, il quale sia stato rilasciato da non più di sei mesi, ed assicuri che il concorrente, o la persona che sarà incaricata di dirigere sotto la sua responsabilità ed in sua vece i lavori, ha le cognizioni e capacità necessarie per l'eseguimento e la direzione dei lavori di cui nel presente avviso;

c) La ricevuta di una delle Casse di Tesoreria provinciale di Roma o di Parma, dalla quale risulti del fatto deposito interinale di lire 1400, in numerario od in cartelle al portatore del Debito Pubblico dello Stato al valore di Borsa nel giorno del deposito.

La cauzione definitiva è fissata in mezza annata dell'annuo canone di deliberamento in numerario od in cartelle come sopra.

Il deliberatario dovrà, nel termine di giorni 15 successivi a quello dell'aggiudicazione, stipulare il relativo contratto.

Il termine utile per presentare, in uno dei suddesignati uffizi, offerte di ribasso sul prezzo deliberato, non inferiori al ventesimo, resta stabilito a giorni 15 successivi alla data dell'avviso di seguito deliberamento.

Le spese tutte inerenti all'appalto e quelle di registro sono a carico dello appaltatore.

Roma, 25 agosto 1879.

Per detto Ministero

Il Caposezione: M. FRIGERI.

3860

INTENDENZA DI FINANZA IN BOLOGNA

Col presente avviso viene aperto il concorso pel conferimento delle seguenti rivendite di sale e tabacchi, e cioè:

N. 1 del comune di Tavernola Reno, del reddito annuo lordo di lire 89; n. 31 del comune d'Imola, reddito lire 302; n. 6 del comune di Savigno, reddito lire 220; n. 10 del comune di Crevalcore, reddito lire 279; n. 6 del comune di Lizzano in Belvedere, reddito lire 98; n. 7 del comune di Monghidoro, reddito lire 123.

Le rivendite saranno conferite a norma del Regio decreto 7 gennaio 1875, numero 2336 (Serie 2a).

Gli aspiranti dovranno presentare a questa Intendenza, nel termine di un mese dalla data dell'inserzione del presente nella *Gazzetta Ufficiale del Regno* e nel giornale per le inserzioni giudiziarie della provincia, le proprie istanze in carta da bollo da centesimi 50, corredate del certificato di buona condotta, della fede di specchietto, dello stato di famiglia, e dei documenti comprovanti i titoli che potessero militare a loro favore.

Le domande pervenute all'Intendenza dopo quel termine non saranno prese in considerazione; e così pure quelle che accennassero a più rivendite.

Le spese della pubblicazione del presente avviso staranno a carico dei concessionari.

Bologna, addì 18 agosto 1879.

Per l'Intendente: APPIOTTI.

3788

MINISTERO DELLE FINANZE — DIREZIONE GENERALE DELLE GABELLE

INTENDENZA DI FINANZA IN LIVORNO

AVVISO D'ASTA per terzo incanto.

Essendo riuscito infruttuoso l'incanto tenuto addì sette andante per l'appalto della rivendita dei generi di privativa numero 11 nel comune di Livorno, via del Casone, nel circondario di Livorno, provincia di Livorno, e del presunto reddito annuo lordo di lire 4519 93, la quale verrà messa all'incanto sul prezzo offerto di lire 1000, si fa noto che nel giorno 5 del mese di settembre, anno 1879, all'ora 1 pom., sarà tenuto nell'ufficio d'Intendenza in Livorno un terzo incanto ad offerte segrete, avvertendo che si farà luogo all'aggiudicazione quand'anche non vi sia che un solo offerente.

La rivendita suddetta deve levare i generi dal magazzino privative in Livorno.

Gli obblighi ed i diritti del deliberatario sono indicati da apposito capitolato ostensibile presso il Ministero delle Finanze (Direzione generale delle Gabelle), presso l'Intendenza di Finanza e presso l'ufficio di vendita dei generi di privativa.

L'appalto sarà tenuto colle norme e formalità stabilite dal regolamento sulla Contabilità generale dello Stato.

Coloro che intendessero aspirare al conferimento di detto esercizio dovranno presentare, nel giorno e nell'ora suindicati, in piego suggellato la loro offerta in iscritto all'uffizio d'Intendenza in Livorno.

Le offerte per essere valide dovranno:

1. Essere stese sopra carta da bollo da una lira;
2. Esprimere in tutte lettere l'annuo canone offerto in aumento a quello pel quale viene aperta l'asta.
3. Essere garantite mediante deposito di lire 452, corrispondente al decimo del presuntivo reddito suesposto. Il deposito potrà effettuarsi in numerario, in vaglia o buoni del Tesoro, ovvero in rendita consolidata italiana calcolata al prezzo di Borsa della capitale del Regno.
4. Essere corredate di un documento legale comprovante la capacità di obbligarsi.

Le offerte mancanti di tali requisiti, o contenenti restrizione o deviazione dalle condizioni stabilite, o riferentisi ad offerte di altri aspiranti, si riterranno come non avvenute.

L'aggiudicazione avrà luogo sotto l'osservanza delle condizioni e riserve stabilite nel ripetuto capitolato a favore di quell'aspirante che avrà offerto il canone maggiore, semprechè sia superiore o almeno eguale a quello portato dalla scheda dell'Amministrazione.

Seguita l'aggiudicazione saranno immediatamente restituiti i depositi agli altri aspiranti. Quello del deliberatario sarà trattenuto fino al momento della stipulazione del contratto e della prestazione della cauzione stabilita dallo articolo 4 del capitolato d'oneri.

Sarà ammessa entro il termine perentorio di giorni 15 l'offerta di aumento non inferiore al ventesimo del prezzo di aggiudicazione.

Saranno a carico del deliberatario tutte le spese per la pubblicazione degli avvisi d'appalto, quella per la inserzione dei medesimi nella *Gazzetta Ufficiale del Regno*, o nel giornale della provincia (quando ne sia il caso), le spese per la stipulazione del contratto, le tasse governative e quelle di registro e bollo.

Livorno, il 20 agosto 1879.

L'Intendente: PASQUALINO.

3861

AMMINISTRAZIONE DEL CONSORZIO

per la strada Piano del Principe in Ottajano

Procedutosi in questo giorno all'appalto della costruzione della suddetta strada, giusta l'avviso pubblicato il 4 corrente, ne è rimasto deliberatario il signor Luigi Scudieri di Francesco, col ribasso del due per cento sull'importo dei lavori, che è risultato quindi per lire 14,011 15, oltre le espropriazioni in altre lire 6452 66.

Il termine per la presentazione di altra offerta di ribasso non inferiore al ventesimo del prezzo di aggiudicazione scadrà nel giorno cinque del prossimo venturo settembre, alle ore due pom.

L'offerta dovrà essere presentata nell'ufficio municipale della sezione Terzigno, accompagnata dal certificato d'idoneità, e dal deposito di lire mille ai termini del capitolato, e nel caso tale offerta venisse presentata si procederà ad altra licitazione pel deliberamento definitivo, come sarà fatto noto con altro avviso.

Ottajano, 22 agosto 1879.

Il Presidente: GIUSEPPE BIFULCO.

Il Segretario: EDOARDO MEZZA.

3872

CAMERANO NATALE, *Gerente.* | ROMA — Tip. EREDI BOTTA.